

Services de laboratoire Nos racines... notre avenir.



Rapport

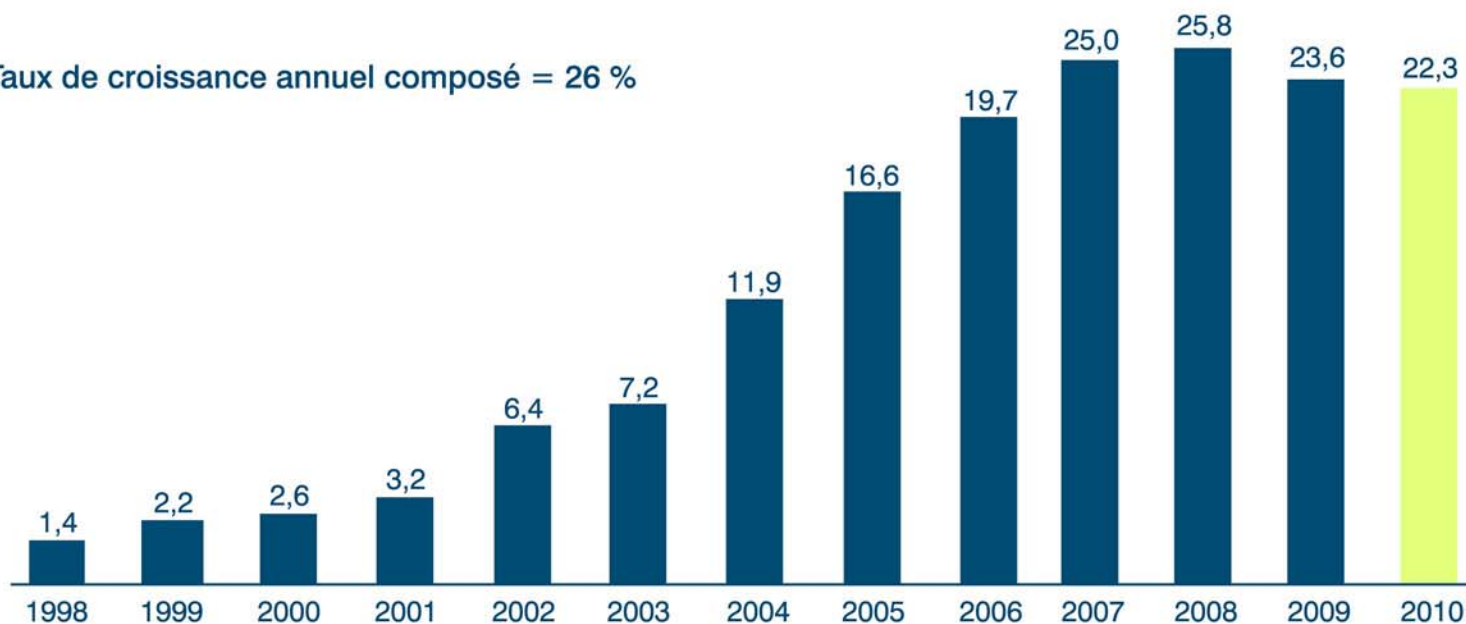
Un laboratoire sera toujours un laboratoire. Que nous effectuions des tests sur des patients, sur des médicaments ou sur des produits de consommation, le processus demeure le même : **échantillonner, tester et rapporter**. Nous avons fait croître notre entreprise en produisant des résultats fiables et nous continuerons notre croissance de la même manière.



Croissance solide des revenus

(millions \$)

Taux de croissance annuel composé = 26 %



5 acquisitions dans le secteur des laboratoires

1 division créée par croissance interne

3 sites

85 000 pieds carrés

250 employés

20 systèmes LC/MS/MS

60 systèmes HPLC

250 000 + tests par année

Message aux actionnaires

L'année 2010 a certainement été l'une des années les plus éprouvantes depuis que nous avons établi Warnex en 1998. Au niveau macroéconomique, l'économie globale a continué d'être difficile pour la plupart des pays industrialisés. Malgré les taux d'intérêts faibles et l'inflation peu élevée, plusieurs pays et industries ont été affectés par les défis posés par l'économie globale, et l'industrie pharmaceutique n'a pas été épargnée. Les coupures dans les budgets de recherche et développement, la réduction significative des dépenses ainsi que les coupures importantes dans le domaine du capital de risque figuraient parmi les facteurs contribuant au ralentissement de l'industrie de recherche contractuelle en général. Malgré ces problèmes, Warnex est restée concentrée sur ses objectifs et a maintenu son engagement envers une science et un service à la clientèle de qualité. Alors que notre chiffre d'affaires et nos profits nets ont été affectés comparativement à l'an dernier, nous avons malgré tout généré un BAIIA positif et réduit notre dette à long terme.

Toutes nos divisions ont passé diverses inspections par des autorités réglementaires, tant canadiennes qu'américaines. Notre division Services bioanalytiques a passé avec succès une inspection des bonnes pratiques cliniques (BPC) effectuée par l'« Austrian Agency for Health and Food Safety (AGES) ». Notre division Laboratoires médicaux a renouvelé son accréditation par COLA, un organisme d'accréditation de soins de santé des États-Unis, et notre division Services PRO-ADN a obtenu une accréditation américaine de l'ASCLD pour l'analyse médico-légale.

En 2010, nous avons également poursuivi différentes opportunités d'affaires ainsi que nos efforts de développement à l'interne afin d'élargir notre gamme de services. Au cours de l'année, notre division Laboratoires médicaux a signé une entente de distribution avec Epigenomics AG afin d'offrir au Canada son test pour le cancer colorectal. Nous avons également annoncé une collaboration avec l'Institut de Cardiologie de Montréal et CEPMED afin de développer un nouveau test diagnostique pour la détection précoce de maladies cardiovasculaires et métaboliques. Ces services, ainsi que ceux annoncés auparavant, s'ajoutent à notre gamme croissante d'analyses diagnostiques basées sur la génétique et positionnent Warnex comme un leader canadien dans le domaine de la médecine personnalisée. L'utilisation continue de l'information obtenue du profil génétique des patients permettra aux médecins d'adapter leurs traitements médicaux aux besoins individuels de chaque patient. Nous croyons que la médecine personnalisée a le potentiel d'offrir davantage d'opportunités d'affaires significatives avec l'évolution du domaine de la santé.

Pendant que nous avons continué à exécuter notre plan afin de contrôler nos coûts et améliorer l'efficacité de nos opérations au cours de l'année, nous avons également augmenté nos efforts de développement des affaires dans nos trois divisions. Nous avons ajouté des membres additionnels à notre équipe des ventes, nous avons augmenté notre présence aux conférences et aux salons commerciaux stratégiques ciblés et nous avons amplifié notre poursuite d'opportunités à l'extérieur de nos marchés géographiques actuels. Dans le cadre de ces efforts, nous avons élargi notre présence en Inde en participant à la mission économique en Inde du Premier ministre du Québec Jean Charest, suivi par l'ajout d'un représentant des ventes permanent basé à Delhi.

Perspectives pour 2011

Alors que les conditions économiques de l'industrie pharmaceutique continueront de présenter des défis en 2011, Warnex restera concentrée sur ses objectifs stratégiques et engagée à ses valeurs et à sa vision de devenir un joueur important dans les services de laboratoire, par une croissance organique et par des acquisitions. Depuis 1998, nos divisions de services de laboratoire ont démontré un taux de croissance annuel composé de 26 % et ont eu constamment un BAIIA positif. En 2011, nous prévoyons retourner à une croissance du chiffre d'affaires et à une augmentation de nos flux monétaires. Nous continuerons d'explorer de nouvelles opportunités d'affaires, incluant des acquisitions stratégiques, afin d'élargir notre gamme de services et d'augmenter notre masse critique. Depuis sa création, Warnex a complété cinq acquisitions dans le secteur des laboratoires et nous avons prouvé notre capacité à les intégrer avec succès dans nos opérations existantes, contribuant ainsi à la croissance de la Société.

En 2011, un de nos objectifs est de retourner à la profitabilité en gérant les dépenses, en améliorant la productivité et en augmentant les revenus par des efforts accrus en développement des affaires, tout en maintenant notre engagement à la qualité et à l'excellence scientifique dans tous les aspects de nos opérations. Nous avons apporté plusieurs changements à notre structure organisationnelle, unifiant tous nos représentants des ventes pharmaceutiques dans une structure unie, élargissant ainsi l'envergure de clients potentiels.

De plus, un des éléments principaux de notre plan stratégique de 2011 est de finaliser la restructuration de notre bilan afin de réduire notre dette à long terme et nous donner la flexibilité de poursuivre nos plans de croissance.

Notre Conseil continue de se concentrer sur la performance opérationnelle et de mettre la direction au défi de viser l'excellence et d'augmenter la valeur pour les actionnaires. Nous apprécions leur contribution et leurs expériences variées et nous remercions le Conseil d'administration pour leur support continue et leur leadership stratégique.

Nous aimerions également remercier nos employés pour leur excellent travail et leur dévouement. Ils sont le plus grand atout de Warnex et ils rendent possible toutes les réalisations de Warnex.

Finalement, nous aimerions remercier nos actionnaires pour leur support pendant cette période économique difficile. Nous croyons que le modèle d'affaires de Warnex est solide et a un potentiel de croissance significative dans les années à venir.



Richard Laferrière
Président du Conseil d'administration



Mark Busgang
Président et chef de la direction

Analyse de la direction

L'analyse de la direction fournit une rétrospective du rendement de notre Société et devrait être lue avec les états financiers vérifiés pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010 et les notes afférentes qui figurent dans le présent document. L'analyse compare les résultats de l'exercice de 2010 avec ceux de 2009 et présente des informations additionnelles afin de mieux connaître nos activités. Cela comprend une description des occasions d'affaires, des éléments et des facteurs de risque susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs. Les renseignements contenus aux présentes comprennent les faits importants en date du 15 mars 2011, date à laquelle le Conseil d'administration de la Société a approuvé l'analyse.

Les états financiers ci-joints ont été préparés en conformité avec les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada. Sauf avis contraire, tous les montants en dollars sont exprimés en devises canadiennes.

Des informations additionnelles relatives à notre Société, incluant notamment la Notice annuelle, sont disponibles sur SEDAR au www.sedar.com.

Déclarations prospectives

Certaines déclarations contenues dans la présente Analyse de la direction sont de nature prospective, et sont assujetties à de nombreux risques et incertitudes, connus et inconnus. Pour plus d'information portant sur des risques et incertitudes connus, relatifs aux ressources financières, aux risques de liquidité, aux clients et partenaires importants, aux risques relatifs au crédit, aux devises étrangères, à la réglementation gouvernementale, aux installations de laboratoire, à la volatilité du cours de nos actions, aux employés, aux fournisseurs, et d'autres facteurs importants qui pourraient se traduire par un écart considérable entre les résultats réels et les résultats évoqués, nous vous référons à la rubrique Risques et incertitudes, dans la présente Analyse de la direction. Par conséquent, les résultats réels pourraient différer de manière importante des résultats anticipés exprimés dans ces déclarations prospectives.

Survol

Warnex est une entreprise de sciences de la vie qui se consacre à la protection de la santé publique en offrant des services de laboratoire aux secteurs pharmaceutique et de la santé. Warnex services analytiques offre aux sociétés pharmaceutiques et biotechnologiques un éventail de services de contrôle de la qualité, notamment des services de chimie, de chromatographie, de microbiologie, de développement et de validation de méthodes, ainsi que des études de stabilité. Warnex services bioanalytiques se spécialise dans les études de biodisponibilité et de bioéquivalence pour les essais cliniques. Warnex laboratoires médicaux fournit des analyses spécialisées pour l'industrie de la santé ainsi que des services pharmaceutiques et de laboratoire central. Warnex services PRO-ADN offre des tests d'identification par ADN pour déterminer la paternité, la maternité et d'autres liens familiaux, ainsi que pour des fins d'immigration et médico-légaux. Warnex a trois installations situées à Laval et Blainville, Québec, et à Thunder Bay, Ontario. Les actions de la Société sont inscrites à la cote de la Bourse de Toronto sous le symbole WNX.

En juin 2009, la Société a acquis les actions de Molecular World Inc. et a changé son nom subséquemment pour Warnex services PRO-ADN inc. Les opérations de cette filiale sont incluses dans la division de laboratoires médicaux.

Unités d'affaires stratégiques

Nos activités sont regroupées en ces unités d'affaires stratégiques :

Unités d'affaires	Activités
Services analytiques	Offre des services de contrôle de la qualité aux secteurs pharmaceutique et biotechnologique, incluant des services de chimie, de chromatographie, de microbiologie, de développement de méthodes et de validation, ainsi que des études de stabilité. Ces services incluent la détermination des propriétés physiques, chimiques et microbiologiques des ingrédients, en plus de vérifier les ingrédients actifs des produits finis.
Services bioanalytiques	Aide les sociétés pharmaceutiques fabriquant des produits innovateurs et génériques ainsi que les sociétés biotechnologiques dans le développement de nouveaux produits pharmaceutiques en réalisant des études de biodisponibilité et de bioéquivalence lors d'études cliniques.
Laboratoires médicaux	Offre aux secteurs de la santé et pharmaceutique des services spécialisés de tests de laboratoire incluant le test de dépistage prénatal Prénatest ^{MD} . Cette division offre également des tests génétiques, des services pharmacogénétiques et d'identification humaine par ADN incluant l'analyse d'ADN médico-légale.

Faits saillants de la Société

Faits saillants opérationnels

- Warnex laboratoires médicaux et Epigenomics AG, une société de diagnostic moléculaire du cancer, ont conclu une entente de licence non exclusive pour le biomarqueur du cancer colorectal Septin9 d'Epigenomics. Selon les modalités de l'entente, Warnex a obtenu les droits de développer une analyse pour Septin9 et d'offrir des services d'analyse sanguine pour le cancer colorectal au Canada. Cette analyse sanguine, utilisant le biomarqueur Septin9 d'Epigenomics, offre une méthode facile et précise afin d'aider à dépister les patients ayant un cancer colorectal. Warnex a lancé au Canada son service d'analyse sanguine Septin9 pour le cancer colorectal en décembre 2010.
- Warnex services PRO-ADN, située à Thunder Bay, Ontario, a obtenu une accréditation pour l'analyse médico-légale par l' « American Society of Crime Lab Directors/Laboratory Accreditation Board - International® (ASCLD/LAB-International®) » pour l'analyse médico-légale. Warnex a été spécifiquement accréditée dans les catégories d'analyse d'ADN nucléaire et mitochondrial, d'analyse de filiation et d'identification de liquides physiologiques.
- Warnex services PRO-ADN, située à Thunder Bay, Ontario, a signé un accord de contribution avec le Programme d'aide à la recherche industrielle du Conseil national de recherches Canada (CNRC-PARI), pour l'analyse d'ADN sur des échantillons d'ADN de contact (« Touch DNA ») provenant de douilles d'armes à feu vides. En plus de services-conseils techniques et commerciaux, le CNRC-PARI contribuera jusqu'à 47 300 \$ pour les travaux de recherche et développement effectués par Warnex.
- Warnex, l'Institut de Cardiologie de Montréal (ICM) et CEPMED (Centre d'excellence en médecine personnalisée) collaborent au développement d'un nouveau test diagnostique pour la détection précoce de maladies cardiovasculaires et métaboliques. Il est attendu que ce test rendra possible un traitement davantage personnalisé de maladies telles que l'athérosclérose et le diabète. Le développement de ce test, financé en partie par CEPMED, sera effectué par Warnex en collaboration avec le Dr Éric Thorin, chercheur à l'ICM.

- Warnex a confirmé que Persistence Capital Partners LP, un fonds de capital d'investissement de premier plan qui se concentre exclusivement sur les occasions d'affaires qui ont un potentiel de forte croissance dans le domaine des services de santé, a fait l'acquisition, au moyen d'un contrat de gré à gré avec SGF Soquia inc., de 10 738 750 actions ordinaires de Warnex, soit environ 16 % des actions émises et en circulation de Warnex, et d'un capital de 1,5 million \$ de débentures convertibles. Dans le cadre de cette transaction, la convention entre actionnaires signée le 10 juillet 2002 par Busgang Investments inc., une société contrôlée par Mark Busgang, président et chef de la direction de Warnex, et SGF Soquia inc. a été résiliée.
- Warnex services bioanalytiques a passé avec succès une inspection des bonnes pratiques cliniques (BPC) effectuée par une autorité de santé européenne, l'« Austrian Agency for Health and Food Safety (AGES) ». L'inspection était une inspection de routine spécifique à une étude de bioéquivalence dont l'objectif était d'évaluer l'adhérence de l'organisation aux exigences réglementaires applicables. Warnex a l'intention d'exploiter cette réussite lors de ses efforts de développement des affaires dans le marché européen.
- Warnex laboratoires médicaux a été reconnue pour ses services de laboratoires de qualité. Warnex laboratoires médicaux a rencontré tous les critères exigibles pour le renouvellement de son accréditation de laboratoire par COLA, un organisme d'accréditation de soins de santé des États-Unis. Cette accréditation n'est attribuée qu'aux laboratoires qui appliquent des standards de qualité rigoureux dans leurs opérations quotidiennes, qui démontrent une précision continue dans l'exécution de leurs essais d'aptitude et qui réussissent avec succès les inspections règlementaires. Les normes de COLA rencontrent ou surpassent les exigences de CLIA (« Clinical Laboratory Improvement Amendments »).
- Le chef de la direction de Warnex, Mark Busgang, a participé à la mission économique en Inde du Premier ministre du Québec Jean Charest, du 31 janvier au 6 février 2010. Lors de la Mission Québec-Inde 2010, M. Charest était accompagné du ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, M. Clément Gignac, du ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie, M. Pierre Arcand, ainsi que d'une délégation de 130 participants provenant du milieu des affaires, de l'éducation ainsi que de la recherche et de l'innovation. La Mission Québec-Inde 2010 a fait escale dans les villes de Mumbai, Bangalore et New Delhi. Warnex a déjà plusieurs clients très importants en Inde et M. Busgang explorait des opportunités d'affaires additionnelles dans ce marché qui détient une importante industrie pharmaceutique et de recherche clinique.
- Warnex a nommé un nouvel administrateur à son assemblée annuelle : Dr Richard Lacombe. Dr Lacombe est un consultant avec plus de 30 années d'expérience au sein d'entreprises pharmaceutiques, de biotechnologies et de recherche contractuelle.

Bilan

- 13,4 millions \$ d'actif total (15,5 millions \$ en 2009) et 2,0 millions \$ d'avoir des actionnaires (3,6 millions \$ en 2009)
- 0,2 million \$ d'investissement en immobilisations corporelles (0,3 million \$ en 2009)
- Espèces et quasi-espèces de 0,2 million \$ (0,9 millions \$ en 2009)
- 0,6 million \$ utilisé de nos ententes bancaires à court terme de 1,25 million \$

États des résultats et des résultats étendus

- Revenus de 22,3 millions \$ en 2010 comparativement à 23,6 millions \$ en 2009, soit une baisse de 6 %
- Perte nette de 1,6 million \$ (0,2 million \$ en 2009)
- Perte nette de 0,02 \$ par action (0,00 \$ par action en 2009)
- Bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA), tel que défini dans la section de performance financière de ce rapport, de 1,0 million \$ (2,2 millions \$ en 2009)

Objectifs de la direction

Notre but est de créer de la valeur pour nos actionnaires, en établissant des services de laboratoire pharmaceutique et médical solides et rentables. Les objectifs et les résultats de 2010 de même que les objectifs de 2011 sont présentés ci-après.

Objectifs de 2010	Résultats de 2010
Atteindre la profitabilité en augmentant les revenus, en gérant les dépenses et en améliorant la productivité	À cause de la récession économique globale et particulièrement les conditions de l'industrie pharmaceutique, nous n'avons pas réussi les résultats budgétés attendus.
Restructurer notre bilan	La restructuration de notre bilan est toujours en cours. En septembre 2010, nous avons ajouté Persistence Capital Partners en tant qu'investisseur significatif.
Augmenter les efforts en développement des affaires dans toutes les divisions afin d'augmenter les revenus et élargir nos marchés géographiques	Nous avons embauché un représentant des ventes en Ontario et nous avons augmenté nos efforts de ventes en Inde.
Évaluer de nouvelles opportunités d'affaires, incluant des acquisitions stratégiques, afin d'élargir notre gamme de services et d'augmenter notre masse critique	Nous avons signé une entente de licence avec Epigenomics pour le biomarqueur du cancer colorectal Septin9. Nous continuons d'évaluer de divers opportunités stratégiques afin d'élargir notre gamme de services de laboratoire sur une base continue.

Objectifs de 2011
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Compléter la restructuration de nos débetures à long terme ▪ Atteindre la profitabilité en augmentant les revenus, en gérant les dépenses et en améliorant la productivité ▪ Augmenter les efforts en développement des affaires dans toutes les divisions afin d'augmenter les revenus et élargir nos marchés géographiques ▪ Évaluer de nouvelles opportunités d'affaires, incluant des acquisitions stratégiques, afin d'élargir notre gamme de services et d'augmenter notre masse critique

Performance financière**Résultats opérationnels pour les douze mois terminés le 31 décembre 2010 par rapport aux douze mois terminés le 31 décembre 2009**

Le tableau suivant donne certaines données financières extraites des états financiers vérifiés :

	Revenus			Bénéfice net (perte nette)		
	2010 \$	2009 \$	Écart \$	2010 \$	2009 \$	Écart \$
Analytiques	10 468 434	11 551 123	(1 082 689)	188 666	1 200 689	(1 012 023)
Bioanalytiques	6 355 347	7 404 942	(1 049 595)	977 263	1 362 992	(385 729)
Médicaux	5 160 983	4 414 684	746 299	1 048 841	937 388	111 453
Gestion	266 026	276 238	(10 212)	(3 774 253)	(3 665 317)	(108 936)
Total	22 250 790	23 646 987	(1 396 197)	(1 559 483)	(164 248)	(1 395 235)

Pour la période de douze mois terminée le 31 décembre 2010, les revenus ont atteint 22 250 790 \$ (23 646 987 \$ en 2009), soit une baisse de 6 % par rapport à l'an dernier. La division Laboratoires médicaux a généré une croissance des revenus de 17 % tandis que les revenus des divisions Services analytiques et Services bioanalytiques ont eu une baisse de 9 % et 14 %, respectivement, par rapport à l'an dernier.

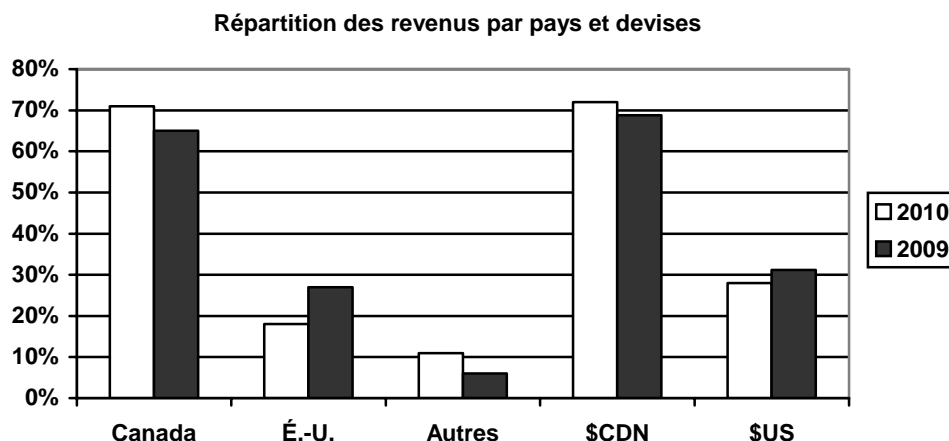
Les revenus de la division Services analytiques ont diminué de 9 %, passant de 11,6 millions \$ en 2009 à 10,5 millions \$ en 2010. Le laboratoire analytique de Laval a généré 4,2 millions \$ au cours de l'exercice (4,9 millions \$ en 2009) et la division Neopharm à Blainville a généré 6,3 millions \$ (6,7 millions \$ en 2009). Cette baisse s'explique principalement par une réduction de volume provenant de clients majeurs au cours de l'année.

Les revenus de la division Services bioanalytiques ont diminué de 14 %, passant de 7,4 millions \$ en 2009 à 6,4 millions \$ en 2010. Cette baisse est principalement due à une diminution significative du prix moyen par analyse alors que le volume d'échantillons a augmenté par rapport à l'an dernier.

Les revenus de la division Laboratoires médicaux ont augmenté de 17 %, passant de 4,4 millions \$ en 2009 à 5,2 millions \$ en 2010. Les revenus du dépistage prénatal ont augmenté de 6 %, de diagnostics moléculaires ont augmenté de 37 % et des contrats pharmacogénétiques ont augmenté de 23 % comparativement à l'an dernier. L'acquisition de Molecular World Inc., conclue le 12 juin 2009, a généré des revenus de 0,9 million \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010 comparativement à 0,2 million \$ l'an dernier pour une période de 6 mois.

En 2010 et se continuant en 2011, la Société a augmenté ses efforts en développement des affaires afin de renverser la tendance négative du chiffre d'affaires et d'augmenter nos revenus provenant de nos clients existants et de nouveaux clients.

La proportion des revenus générés par des clients canadiens a augmenté à 71 % en 2010 comparativement à 65 % en 2009. La proportion des revenus générés par des clients américains a diminué à 18 % en 2010 alors qu'elle était de 27 % en 2009 et la proportion provenant des étrangers a augmenté à 11 % en 2010 alors qu'elle était de 8 % en 2009. La proportion des revenus totaux générés en dollars américains est moins élevée que l'an dernier, soit 28 % en 2010 versus 31 % en 2009.



Le bénéfice brut pour la période de douze mois terminée le 31 décembre 2010 totalisait 4 941 749 \$ ou 22 % des revenus (5 768 409 \$ ou 24 % des revenus en 2009). La baisse de 826 660 \$ du bénéfice brut est expliquée principalement par les revenus moins élevés comparativement à l'an dernier.

Le bénéfice brut de la division Services analytiques a diminué de 978 087 \$ ou 48 %, passant de 2,0 millions \$ en 2009 à 1,1 million \$ en 2010. Le bénéfice brut de nos installations à Laval a diminué de 478 615 \$, passant de 789 997 \$ en 2009 à 311 382 \$ en 2010. Le bénéfice brut de nos installations de Neopharm à Blainville a diminué de 499 470 \$, passant de 1 241 771 \$ en 2009 à 742 301 \$ en 2010. Ces baisses s'expliquent par une baisse du volume de tests puisque certains de nos clients ont diminué leurs niveaux d'activité.

Le bénéfice brut de la division Services bioanalytiques a diminué de 563 989 \$ ou 30 %, passant de 1,9 million \$ en 2009 à 1,3 million \$ en 2010. Cette diminution est expliquée par une réduction de 39 % du prix moyen par analyse en 2010 comparativement à l'an dernier.

Le bénéfice brut de la division Laboratoires médicaux a augmenté de 762 749 \$ ou 40 %, passant de 1,9 million \$ en 2009 à 2,6 millions \$ en 2010. Cette augmentation est principalement due à la croissance des revenus ainsi qu'à une meilleure efficacité au niveau des opérations.

Les dépenses de ventes, d'administration, de frais financiers ainsi que les crédits de recherche et développement se résument de la façon suivante :

	2010	2009	Écart
	\$	\$	\$
Ventes et administration	6 397 120	5 956 234	440 886
Frais financiers	1 101 329	1 185 473	(84 144)
Crédits d'impôt de recherche et développement	(923 735)	(526 222)	(397 513)
Total	6 574 714	6 615 485	(40 771)

Les frais de ventes et d'administration totalisaient 6 397 120 \$ pour la période de douze mois terminée le 31 décembre 2010 (5 956 234 \$ en 2009). L'augmentation de 440 886 \$ s'explique principalement par un investissement accru dans notre force de ventes, des frais professionnels liés à la transition aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») et au processus de financement, des frais de consultation liés aux réclamations de crédits d'impôts et une augmentation de la dépense de salaires,

malgré une réduction des autres dépenses par rapport à l'an dernier. La proportion des frais de ventes et d'administration en relation avec les revenus était plus élevée que l'an dernier à 29 % (25 % en 2009).

Les frais financiers ont diminué de 84 144 \$, passant de 1 185 473 \$ en 2009 à 1 101 329 \$ en 2010, principalement en raison de la baisse de la dépense d'intérêts suite aux remboursements effectués sur la dette à long terme.

Les crédits d'impôts de recherche et développement ont augmenté de 397 513 \$, passant de 526 222 \$ en 2009 à 923 735 \$ en 2010. L'augmentation s'explique principalement par les ajustements d'années précédentes basés sur les avis de cotisation reçus et pour une provision pour l'année courante d'un montant de 498 000 \$.

Pour la période de douze mois terminée le 31 décembre 2010, la perte nette totalisait 1 559 483 \$ ou 0,02 \$ par action (164 248 \$ ou 0,00 \$ par action en 2009).

Pour la période de douze mois terminée le 31 décembre 2010, le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA) était de 989 675 \$ (2 238 025 \$ en 2009), soit une baisse de 1 248 350 \$. Cette baisse est principalement due aux revenus et bénéfices bruts moins élevés en 2010 comparativement à 2009.

Le BAIIA est une mesure financière non conforme aux PCGR et n'a aucune signification normalisée préconisée par les PCGR et, par conséquent, elle est peu susceptible d'être comparée à des mesures semblables présentées par d'autres sociétés. Pour la période analysée, elle est calculée de la façon suivante :

	2010 \$	2009 \$	Écart \$
Perte nette	(1 559 483)	(164 248)	(1 395 235)
Gain de change non matérialisé sur débentures	(233 482)	(682 828)	449 346
Perte de change non matérialisé sur les éléments du fonds de roulement	46 729	220 965	(174 236)
Revenus d'intérêts	(7 348)	(14 276)	6 928
Frais financiers	1 101 329	1 185 473	(84 144)
Frais de restructuration	160 000	-	160 000
Amortissements	1 491 681	1 671 966	(180 285)
Coût de rémunération lié aux options d'achat d'actions	(9 751)	20 973	(30 724)
BAIIA	989 675	2 238 025	(1 248 350)

Bilan

Le bilan de la Société au 31 décembre 2010 présente 13,4 millions \$ d'actif total (15,5 millions \$ en 2009), (6,7) millions \$ de fonds de roulement (0,4 million \$ en 2009), 2,0 millions \$ d'avoir des actionnaires (3,6 millions \$ en 2009), 0,2 million \$ d'encaisse (0,9 million \$ en 2009) de même que 0,6 million \$ d'emprunt bancaire (néant \$ en 2009). En 2010, la Société a également investi 0,2 million \$ en immobilisations corporelles (0,7 million \$ en 2009) et 0,1 million \$ en logiciels (0,2 million \$ en 2009).

Information annuelle sélectionnée

Le tableau suivant présente certaines informations financières extraites des états financiers vérifiés des trois dernières années :

	2010	2009	2008
	\$	\$	\$
Revenus	22 250 790	23 646 987	25 786 721
Bénéfice net (perte nette)	(1 559 483)	(164 248)	2 373 057
Bénéfice net (perte nette) par action	(0,02)	0,00	0,04
Bénéfice net (perte nette) dilué par action	(0,02)	0,00	0,04
Actif total	13 440 143	15 500 448	18 612 046
Total des dettes à long terme, incluant la portion court terme de la dette à long terme	7 021 782	8 493 307	10 092 622

Note : La Société n'a jamais déclaré de dividendes.

La baisse de 8 % des revenus entre 2008 et 2009 est due principalement à la baisse du volume dans la division Services bioanalytiques causée par les conditions économiques de l'industrie pharmaceutique. La baisse de 6 % des revenus entre 2009 et 2010 est due principalement à la baisse du volume dans la division Services analytiques ainsi qu'à la baisse du prix moyen par analyse dans la division Services bioanalytiques causée par les conditions économiques de l'industrie pharmaceutique. Les revenus de la division Services analytiques ont diminué de 12 %, soit de 11,8 millions \$ en 2008 à 10,5 millions \$ en 2010. Dans la division Services bioanalytiques, les revenus ont diminué de 36 %, soit de 9,9 millions \$ en 2008 à 6,4 millions \$. La division Laboratoires médicaux a augmenté ses revenus de 34 %, soit de 3,9 millions \$ en 2008 à 5,2 millions \$ en 2010.

En 2010, la perte nette par action était de (0,02) \$ comparativement à 0,00 \$ en 2009 et un bénéfice net de 0,04 \$ en 2008.

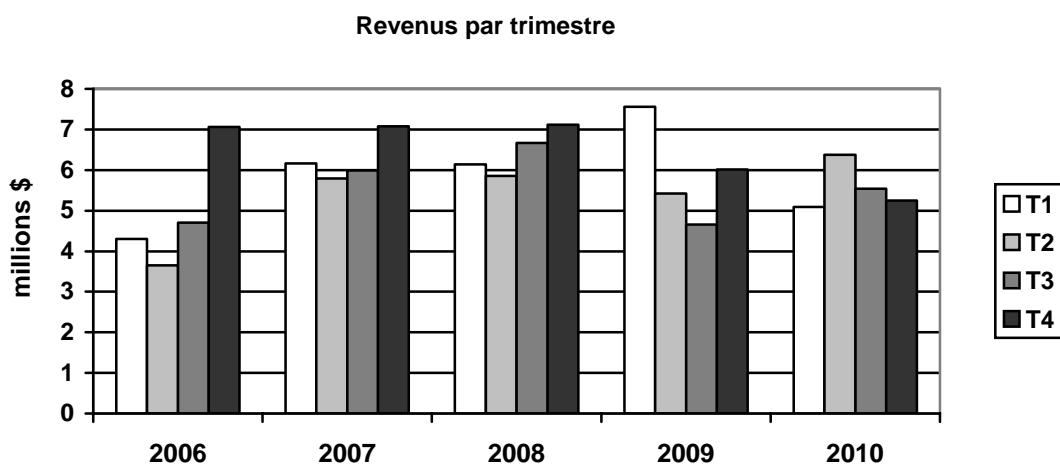
Résultats trimestriels sommaires

Les tableaux suivants présentent certains extraits des états des résultats trimestriels :

	Revenus			Bénéfice net (perte nette)		
	2010	2009	2008	2010	2009	2008
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
T1	5 090 670	7 557 655	6 141 566	(797 164)	1 102 757	(286 322)
T2	6 372 426	5 421 474	5 858 423	11 295	(346 660)	1 520 417*
T3	5 538 122	4 656 405	6 669 833	5 569	(782 797)	511 610
T4	5 249 572	6 011 453	7 116 899	(779 183)	(137 548)	627 352
Total	22 250 790	23 646 987	25 786 721	(1 559 483)	(164 248)	2 373 057*

*Comprend un gain sur extinction de dette de 1 814 192 \$.

	Bénéfice net (perte nette) par action			Bénéfice net (perte nette) dilué par action		
	2010 \$	2009 \$	2008 \$	2010 \$	2009 \$	2008 \$
T1	(0,01)	0,02	(0,01)	(0,01)	0,01	(0,01)
T2	0,00	(0,01)	0,03	0,00	(0,01)	0,02
T3	0,00	(0,01)	0,01	0,00	0,00	0,01
T4	(0,01)	0,00	0,01	(0,01)	0,00	0,01
Total	(0,02)	0,00	0,04	(0,02)	0,00	0,03



Liquidités et ressources en capital

Les activités commerciales des divisions de services de Warnex ont été financées par leurs propres fonds autogénérés, l'utilisation de facilités de crédits bancaires, de débetures et des contrats de location-acquisition avec des fournisseurs d'équipements.

En mai 2008, la Société a éteint sa dette d'une valeur nominale de 11 345 000 \$ avec les détenteurs de débetures existants. La Société a ensuite signé des nouveaux accords avec les mêmes prêteurs qui comprennent les termes et conditions suivants :

- Élimination du taux de conversion fixe de 1,369 prévu aux débetures libellées en devises américaines, diminuant ainsi la valeur nominale de la dette de 6 845 000 \$CAN à 5 000 000 \$US;
- Conversion d'une somme totale de 1 830 200 \$ de valeur nominale en actions ordinaires de Warnex;
- Remboursement d'une somme totale de 1 333 333 \$ de valeur nominale à la date de la clôture;
- Une somme totale de 6 333 333 \$ de valeur nominale à être remboursée dans trois ans;
- Augmentation du taux d'intérêt des débetures libellées en devises américaines à 12 % par année;
- Réduction du prix d'exercice de 3 963 729 bons de souscription à 0,25 \$ et extension du terme de 1 570 983 bons de souscription pour une durée additionnelle de deux ans.

En 2008, la Société a émis 12 343 316 actions ordinaires au prix de 0,15 \$ par action suite à la conversion de débetures.

En juin 2008, un détenteur de débenture convertible et non garantie a converti 15 000 \$ en 100 000 actions ordinaires au prix de 0,15 \$ par action.

En août et septembre 2009, un détenteur de débenture convertible et non garantie a converti 120 000 \$ en 800 000 actions ordinaires au prix de 0,15 \$ par action.

La Société a signé une entente avec le Mouvement des caisses Desjardins pour des services financiers et bancaires, tel qu'annoncé le 6 mai 2008. Dans le cadre de cette entente, Warnex a obtenu un financement totalisant 4 millions \$, incluant une ligne de crédit renouvelable de 2 millions \$ et une dette à terme de 2 millions \$. En juin 2009, la Société a obtenu un nouveau financement à terme de 350 000 \$, qui a été utilisé lors de l'acquisition de Molecular World Inc.

En juin 2009, la Société a renouvelé son entente de financement qui a demeuré inchangé sauf pour les clauses restrictives financières.

En décembre 2010, la Société a renouvelé son entente de financement qui est demeurée inchangée à l'exception du montant autorisé du crédit d'exploitation. Au 1^{er} décembre 2010, le montant autorisé a été réduit de 2 000 000 \$ à 1 250 000 \$ et au 31 janvier 2011, le montant autorisé a été diminué à 1 000 000 \$.

Au 31 décembre 2010, la Société ne respectait pas la clause restrictive stipulée dans les ententes de financement relative au ratio de fonds de roulement et au ratio annuel de couverture du service de la dette. Le prêteur n'a pas émis une lettre de tolérance à cet égard. Conséquemment, la somme totale due à la banque est présentée à titre de passif à court terme au 31 décembre 2010.

Avec la restructuration de notre bilan, la Société a l'intention de poursuivre son plan d'affaires et de financer sa croissance anticipée avec ses fonds autogénérés. La Société pourrait avoir besoin de capital additionnel si sa croissance est plus rapide que prévue ou si la Société procède à des acquisitions.

Le Conseil d'administration de Warnex a mis en oeuvre une politique d'investissement régissant les activités d'investissement de nos fonds. La Société investit, s'il y a lieu, uniquement dans des titres liquides de première qualité, ayant des dates d'échéance variées. Au 31 décembre 2010, la Société avait 0,2 million \$ en encaisse (0,9 million \$ en 2009) et avait utilisé 0,6 million \$ de son emprunt bancaire (néant \$ en 2009). La Société n'investi pas dans les papiers commerciaux adossés à des actifs. Le tableau suivant présente les obligations contractuelles des cinq prochaines années :

Paiements échus selon la période	Moins d'un an \$	1 - 3 ans \$	4 - 5 ans \$	Plus de 5 ans \$
Dette à long terme ⁽¹⁾	504 228	-	-	-
Bail – location-acquisition	405 440	5 859	-	-
Bail – location exploitation ⁽²⁾	732 777	1 532 736	1 448 121	1 480 552
Obligations d'achat	66 944	30 000	30 000	-
Débeture non convertible	831 533	-	-	-
Débetures convertibles ⁽³⁾	5 352 093	-	-	-
Total	7 893 015	1 568 595	1 478 121	1 480 552

Note 1: Au le 31 décembre 2010, la Société ne respecte pas certaines clauses restrictives des ententes bancaires. Conséquemment, toutes les dettes à terme sont présentées à titre de passif à court terme et 58 335 \$ ont été reclassés avec le montant de moins d'un an.

Note 2: Bail – location-exploitation de plus de 5 ans inclut majoritairement le paiement des contrats de location d'immeubles jusqu'en 2018.

Note 3: Les débetures convertibles peuvent être converties en actions de Warnex à leur échéance ou avant.

Note 4: La Société n'a pas souscrit à du financement hors bilan.

Opérations entre parties apparentées

Au cours de l'exercice, la Société a réalisé les transactions suivantes :

- i) La Société a payé 1 000 \$ par mois pour un total de 12 000 \$ (12 000 \$ en 2009) au président du Conseil d'administration de la Société pour des services rendus reliés à des mandats spécifiques relatifs aux diverses divisions opérationnelles de la Société.
- ii) La Société a versé des commissions de ventes à une société détenue par un membre du Conseil d'administration de la Société, au montant de 21 223 \$ (néant \$ en 2009).

Ces transactions sont comptabilisées à leur valeur d'échange, ce qui correspond à la considération déterminée et négociée entre les parties apparentées. Selon une politique de la Société, ces transactions doivent être approuvées par les directeurs indépendants du Conseil d'administration.

Résultats du quatrième trimestre

Le tableau suivant donne certaines données financières extraites des états financiers trimestriels :

	Revenus			Bénéfices nets (pertes nettes)		
	T4 2010 \$	T4 2009 \$	Écart \$	T4 2010 \$	T4 2009 \$	Écart \$
Analytiques	2 096 451	2 895 357	(798 906)	(574 973)	313 023	(887 996)
Bioanalytiques	1 750 546	1 950 649	(200 103)	380 980	440 022	(59 042)
Médicaux	1 342 064	1 108 310	233 754	277 082	183 170	93 912
Gestion	60 511	57 137	3 374	(862 272)	(1 073 763)	211 491
Total	5 249 572	6 011 453	(761 881)	(779 183)	(137 548)	(641 635)

Au cours du quatrième trimestre de cette année, nous avons généré des revenus de 5 249 572 \$ (6 011 453 \$ en 2009). Dans la division Services analytiques, les revenus trimestriels ont diminué de

0,8 million \$ comparativement à l'an dernier à cause d'une baisse du volume provenant de clients majeurs au cours du trimestre. Dans la division Services bioanalytiques, les revenus ont diminué de 0,2 million \$ par rapport à l'an dernier à cause du report de certaines études à 2011. Dans la division Laboratoires médicaux, l'augmentation des revenus s'explique principalement par les revenus générés par une augmentation du volume de la nouvelle filiale à Thunder Bay et par nos efforts en développement des affaires.

L'écart des profits nets dans la division Services analytiques est dû principalement à la baisse du volume provenant de clients majeurs au cours de la période. Les écarts dans les divisions Services bioanalytiques et Laboratoires médicaux s'expliquent principalement par les niveaux des revenus par rapport à l'an dernier.

Estimations comptables importantes

L'écart d'acquisition de 1,0 million \$ provient de l'acquisition de PRO-ADN Diagnostic inc. en mai 2006. La Société évalue régulièrement, et au moins annuellement, si une provision pour baisse de valeur permanente du montant de l'écart d'acquisition doit être ajustée aux résultats. Aucun ajustement n'était nécessaire au 31 décembre 2010.

Modifications comptables futures

Normes internationales d'information financière

En février 2008, le Conseil des normes comptables du Canada (CNC) a confirmé que les entreprises ayant une obligation d'information du public seront tenues de faire la transition des PCGR du Canada aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») aux fins de la présentation de l'information financière annuelle et intermédiaire des exercices ouverts à compter du 1er janvier 2011, et d'inclure des informations comparatives.

La Société a établi un plan de passage aux IFRS qui comprend essentiellement trois étapes : l'évaluation, la planification et la mise en œuvre. Un conseiller externe a été retenu en vue de travailler étroitement avec le personnel de la Société pour mener à terme le passage aux IFRS. Ce conseiller fournit de la formation périodique à la direction de la Société et il est prévu que cette formation se poursuivra tout au long du processus de transition, au besoin. Le Conseil d'administration et le Comité d'audit ont également reçu de l'information portant sur les IFRS.

L'étape de l'évaluation comprend l'identification des principales différences entre les PCGR du Canada en vigueur et les IFRS qui sont pertinentes pour la Société ainsi qu'un examen sommaire des options possibles au moment de l'adoption. Cette étape a été terminée en 2009.

L'étape de la planification comprend l'identification, l'évaluation et le choix des méthodes comptables nécessaires pour permettre à la Société de faire la transition des PCGR du Canada aux IFRS ainsi que des exemptions possibles dans le cadre de la première adoption des IFRS. Cette étape a été entreprise au cours du deuxième semestre de 2009. La Société a terminé ses évaluations. Cette étape prévoit l'évaluation des répercussions de la transition sur les systèmes de données ainsi que sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière et les contrôles et les procédures de communication de l'information. Elle prévoit également l'évaluation des besoins de formation additionnelle pour l'équipe des finances et des répercussions sur les activités commerciales, dont celles liées aux besoins de trésorerie, aux ententes bancaires et aux mécanismes de rémunération. La Société passe actuellement en revue ses différentes ententes et en modifie le contenu pour les IFRS. Dans le cadre des ententes bancaires en vigueur ainsi que des négociations en cours, la Société fera en sorte que toute nouvelle convention tienne compte des IFRS comme cadre financier.

L'étape de la mise en œuvre prévoit l'intégration au système financier et aux processus de la Société de toutes les solutions qui sont nécessaires pour permettre à celle-ci de passer aux IFRS. Cette étape se poursuit, parallèlement aux efforts de la Société en vue de la conformité aux IFRS.

À ce jour, le processus de transition a permis d'identifier les éléments comptables importants suivants :

Éléments comptables importants	Différences relevées pouvant avoir des répercussions pour la Société
Présentation des états financiers	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Informations supplémentaires à fournir dans les notes afférentes aux états financiers. ▪ La présentation des états financiers sera modifiée. La Société a pris certaines décisions en ce qui a trait à la présentation. Elle présentera une analyse des charges comptabilisées dans les résultats au moyen d'un classement établi selon la fonction. La Société croit que cette présentation fournira les renseignements les plus pertinents et fiables. De plus, la Société présentera dans un seul état du résultat global tous les éléments figurant dans les produits et les charges comptabilisés dans une période. Les décisions prises par la Société à l'égard de la présentation n'ont pas encore été approuvées par le Conseil d'administration. ▪ La Société a évalué les choix non récurrents qui s'offrent à elle dans le cadre de la transition (voir la liste ci-dessous). ▪ L'évaluation et le choix des méthodes comptables sont terminés. ▪ La quantification des répercussions importantes est en cours. ▪ Le conseiller externe a commencé à préparer un modèle pour les états financiers intermédiaires et annuels. Les notes à présenter ont été rédigées, et elles devraient être finalisées durant le premier trimestre de 2011.
Immobilisations corporelles	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Évaluation de l'incidence de l'approche par composantes sur les méthodes comptables : toutes les composantes importantes des immobilisations corporelles seront amorties selon leur durée d'utilité établie conformément aux IFRS. ▪ Évaluation de l'incidence des différents principes de comptabilisation et d'évaluation, notamment les politiques d'amortissement et les valeurs résiduelles. ▪ La Société procède encore à la compilation des données servant à identifier les ajustements nécessaires, s'il en est.
Dépréciation d'actifs	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Regroupement des actifs en unités génératrices de trésorerie (UGT) sur la base de rentrées de trésorerie indépendantes aux fins des tests de dépréciation, lesquels sont effectués en utilisant une approche fondée sur la juste valeur ou la valeur d'utilisation (c.-à-d. la méthode de l'actualisation des flux). ▪ Le goodwill sera alors réparti et testé sur la base de l'UGT ou du groupe d'UGT connexe. ▪ La Société a identifié ses UGT et a terminé ses tests préliminaires de dépréciation relatifs à la transition aux IFRS. Compte tenu des résultats de ces tests, la Société n'a relevé aucune dépréciation en vertu des IFRS.
Produits	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Analyse visant à déterminer si la Société évalue les produits à la juste valeur, si des éléments identifiables doivent être comptabilisés, et si les produits résultant de la prestation de services sont comptabilisés selon la méthode de l'avancement des travaux. ▪ La Société a provisoirement déterminé qu'aucun changement n'était nécessaire pour évaluer les produits à leur juste valeur, qu'aucun élément identifiable n'avait besoin d'être identifié et que la comptabilisation de tous les produits selon la méthode de l'avancement des travaux n'entraînerait pas de changement important. Cependant, à la suite de l'évaluation, la Société a modifié ses systèmes d'information afin d'évaluer les produits conformément aux IFRS. Cette modification n'a pas eu d'incidence importante.
Contrats de location	<ul style="list-style-type: none"> ▪ La Société a examiné tous les contrats de location existants et a provisoirement décidé qu'aucun ajustement n'était nécessaire.

<p>Paiements fondés sur des actions</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ La charge de rémunération relative à l'attribution d'un paiement fondé sur des actions à des non-employés doit être évaluée à la juste valeur des services reçus. Les renoncations ne doivent pas être annulées ultérieurement s'il y a renoncation par la suite des instruments de capitaux propres acquis ou si, dans le cas d'options sur actions, les options ne sont pas exercées. ▪ La Société a terminé son évaluation et a provisoirement déterminé qu'aucun ajustement n'est nécessaire pour la transition.
<p>Provisions</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Un seuil de probabilité différent est utilisé pour la comptabilisation des passifs éventuels, ce qui peut influencer sur le moment auquel une provision est comptabilisée. ▪ La Société a provisoirement déterminé que l'application de cette norme n'aura pas d'incidence importante sur la Société.
<p>Instruments financiers</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ La méthode comptable adoptée par la Société est de passer en charges les coûts de transaction lorsqu'ils sont engagés. Cette méthode est acceptable aux termes des PCGR du Canada, mais ne l'est pas aux termes des IFRS, qui exigent que les coûts de transaction soient portés en diminution des créances ou des capitaux propres auxquels ils sont attribuables, et qu'ils soient amortis selon la méthode des intérêts effectifs. Compte tenu des calculs préliminaires, la Société a déterminé qu'un ajustement devra être apporté en raison des coûts de transaction engagés à l'égard de la dette à long terme et des obligations non garanties de la Société. Lors de la transition, la dette à long terme sera réduite d'environ 58 000 \$, les capitaux propres, d'environ 6 000 \$ et la perte, de 64 000 \$.

De plus, la Société a identifié, selon l'IFRS 1, les exemptions optionnelles suivantes qui seront probablement sélectionnées :

<p>Exemption pour les regroupements d'entreprises</p>	<p>L'IFRS 1 offre la possibilité d'adopter l'IFRS 3, <i>Regroupements d'entreprises</i>, de façon rétrospective ou prospective à compter de la date de transition. En cas d'application rétrospective, tous les regroupements d'entreprises réalisés avant la date de transition aux IFRS devront faire l'objet d'un retraitement. La Société a provisoirement choisi ne pas appliquer rétrospectivement l'IFRS 3 aux regroupements d'entreprises réalisés avant sa date de transition; par conséquent, elle n'aura pas à retraiter ces regroupements d'entreprises. Par suite de l'application de cette exemption, aucun goodwill découlant des regroupements d'entreprises réalisés avant la date de transition ne sera ajusté par rapport à la valeur comptable établie préalablement.</p>
<p>Exemption pour les paiements fondés sur des actions</p>	<p>L'IFRS 2, <i>Paiements fondés sur des actions</i>, encourage l'application de ses dispositions aux instruments de capitaux propres attribués le ou avant le 7 novembre 2002, et permet l'application à des instruments de capitaux propres attribués après le 7 novembre 2002 seulement s'ils n'étaient pas encore acquis à la date de transition. La Société a initialement choisi d'avoir recours à l'exemption prévue en vertu de la norme IFRS 1 et d'appliquer l'IFRS 2 à tous les instruments de capitaux propres attribués après le 7 novembre 2002 qui n'étaient pas encore acquis à la date de transition.</p>
<p>Choix de la juste valeur en tant que coût présumé</p>	<p>L'IFRS 1 offre la possibilité d'évaluer, lors de la transition, un élément des immobilisations corporelles à la juste valeur. La Société a fait le choix d'évaluer son matériel de laboratoire à la juste valeur en tant que coût présumé, et elle a retenu les services d'un évaluateur externe pour évaluer son matériel. Le bilan d'ouverture reflétera cette réévaluation non récurrente de ses immobilisations corporelles à la juste valeur au 1^{er} janvier 2010. Ce choix doit être approuvé par le Conseil d'administration, et l'analyse de la juste valeur doit faire l'objet d'une revue finale par la direction.</p>

L'IFRS 1 offre d'autres exemptions optionnelles, mais la Société ne prévoit pas se prévaloir d'autres exemptions qui la toucheraient de façon importante lors de l'adoption des IFRS.

L'exception obligatoire de l'IFRS 1 applicable à la Société concerne le recours à des estimations. À cet égard, les connaissances a posteriori ne peuvent être utilisées pour établir ou réviser des estimations déjà faites selon les PCGR du Canada, sauf s'il faut que soit reflétée toute différence entre les méthodes comptables ou si des éléments probants objectifs montrent que ces dernières estimations étaient erronées.

Dans le cadre de l'analyse de l'incidence de l'application des IFRS qu'elle a entreprise, la Société a sélectionné ses méthodes comptables selon les IFRS et ses exemptions aux termes de l'IFRS 1, comme il est détaillé ci-dessus, sur une base préliminaire, sous réserve de l'approbation du Comité d'audit et du Conseil d'administration, laquelle devrait être reçue une fois que le projet d'états financiers selon les IFRS sera prêt. La Société a entamé ce processus.

La Société continuera de progresser dans son plan de basculement et de surveiller les nouveautés en matière de normes que pourraient publier l'IASB et le CNC. Elle prévoit terminer la mise en œuvre au début de 2011 en tenant compte de ces modifications anticipées.

La transition aux IFRS est presque terminée, mais, étant donné que ce processus est encore en cours et que les IFRS continuent à changer, la Société ne peut déterminer à cette étape toutes les répercussions qu'aura l'adoption des IFRS sur sa situation financière et ses résultats futurs.

La Société ne prévoit pas de conséquences importantes sur ses activités commerciales ni de modifications importantes à son contrôle interne à l'égard de l'information financière en raison de la transition aux IFRS. La Société prévoit par contre modifier ses systèmes de TI pour tenir compte du basculement; toute modification nécessaire devrait cependant être minime. Cette évaluation peut changer étant donné que la Société continue d'évoluer dans son processus de transition aux IFRS.

À mesure que les activités de transition de la Société progresseront, cette dernière s'attend à devoir fournir davantage d'information sur les différences au niveau des méthodes comptables suivant l'adoption des IFRS publiées par l'IASB. La Société s'assurera également de tenir ses principales parties prenantes au courant des incidences prévues de la transition aux IFRS. Durant l'exercice considéré, elle le fait au moyen de ses documents publics qui mettent en évidence ces incidences prévues.

La Société a présenté ses résultats de l'exercice 2010 selon les PCGR du Canada. En 2011, elle présentera les chiffres correspondants de l'exercice 2010 conformément aux IFRS publiées par l'IASB qui seront alors en vigueur. À cette fin, en 2010 la Société relèvera les modifications qu'il sera nécessaire d'apporter à ces documents comptables pour effectuer ses rapprochements entre les PCGR du Canada et les IFRS.

Informations concernant le capital

En matière de gestion du capital, les objectifs de la Société sont de maintenir des liquidités adéquates pour supporter les activités prévues en terme de services analytiques, bioanalytiques et de laboratoires médicaux. La Société inclut dans sa définition de capital, l'avoir des actionnaires, l'encaisse, les investissements à court terme et la dette à long terme. La Société a couramment des montants à payer aux fournisseurs, à la banque et aux créanciers à long terme.

Les objectifs de la Société quant à la gestion du capital sont également de maintenir une flexibilité financière dans le but de préserver sa capacité de rencontrer ses obligations financières incluant les paiements de la dette à long terme. La Société analyse présentement ses besoins en liquidité et évalue les alternatives concernant la structure des débentures, la recherche de nouveaux investisseurs ou tout autre stratégie de financement.

En gérant son capital, la Société estime ses besoins financiers futurs en préparant un budget et un plan sur plusieurs années révisé et approuvé annuellement par le Conseil d'administration de la Société. Le budget établit les activités approuvées pour l'année à venir et estime les coûts associés à ces activités. Le plan pour les prochaines années donne une estimation des activités futures et des besoins financiers potentiels et est basé sur l'évaluation par la Société de ses services courants et des résultats attendus des activités futures. Une comparaison mensuelle du budget avec les résultats réels est préparée et révisée par la direction de la Société et est présentée de façon trimestrielle au Conseil d'administration.

Historiquement, le plan de financement de la Société s'est effectué principalement par l'émission de nouvelles actions ordinaires, par l'émission de bons de souscription d'actions ordinaires qui à l'exercice sont convertis en actions ordinaires et par l'émission de différents instruments d'emprunt. La direction contrôle régulièrement les marchés de capitaux essayant de balancer le moment de l'émission de capitaux additionnels avec la progression de ses différents programmes, les conditions générales du marché et la disponibilité de capital. Il n'y a aucune assurance que les fonds nécessaires seront disponibles pour la Société lorsqu'elle en aura besoin.

Nombre d'actions en circulation

En date de ce rapport, le nombre d'actions en circulation émises et pleinement diluées était :

	Émis	Pleinement dilué
Actions ordinaires émises en circulation	67 117 191	67 117 191
Options accordées	1 852 711	1 852 711
Bons de souscription ⁽¹⁾	3 570 983	3 570 983
Débetures convertibles ⁽²⁾	1 500 000 \$	2 500 000
Débetures convertibles américaines ⁽³⁾	4 000 000 \$US	14 300 000
Total		89 340 885

Note 1: 1 570 983 bons de souscription expirent en juin 2011 et la balance en octobre 2011.

Note 2: Les taux de conversion sont de 0,50 \$ et 0,75 \$ pour chaque tranche de 750 000 \$ du montant nominal.

Note 3: Les taux de conversion des débetures sont de 0,15 \$, 0,20 \$, 0,25 \$, 0,50 \$ et 0,75 \$ pour chaque tranche de 800 000 \$US du montant nominal. En juin 2008, 100 000 actions ordinaires au prix de 0,15 \$ par action ont été émises suite à une conversion de débenture. En août et septembre 2009, 800 000 actions ordinaires au prix de 0,15 \$ par action ont été émises suite à des conversions de débentures.

En mai 2008, la Société a éteint sa dette d'une valeur nominale de 11 345 000 \$ avec les détenteurs de débentures existants. La Société a ensuite signé des nouveaux accords avec les mêmes prêteurs qui comprennent les termes et conditions suivants :

- Élimination du taux de conversion fixe de 1,369 prévu aux débentures libellées en devises américaines, diminuant ainsi la valeur nominale de la dette de 6 845 000 \$CAN à 5 000 000 \$US;
- Conversion d'une somme totale de 1 830 200 \$ de valeur nominale en actions ordinaires de Warnex;
- Remboursement d'une somme totale de 1 333 333 \$ de valeur nominale à la date de la clôture;
- Une somme totale de 6 333 333 \$ de valeur nominale à être remboursée dans trois ans;
- Augmentation du taux d'intérêt des débentures libellées en devises américaines à 12 % par année;
- Réduction du prix d'exercice de 3 963 729 bons de souscription à 0,25 \$ et extension du terme de 1 570 983 bons de souscription pour une durée additionnelle de deux ans.

En vertu de ces nouvelles ententes, la Société a émis les bons de souscription suivants :

- Pour les débetures totalisant 905 100 \$, des bons de souscription ont été émis aux prêteurs leurs permettant d'acheter, au prix de 0,25 \$ par action, 392 746 actions ordinaires jusqu'au 25 juin 2009 et 2 000 000 actions ordinaires jusqu'au 24 octobre 2011, pour un total de 2 392 746 actions ordinaires.
- Pour les débetures totalisant 4 842 734 \$, des bons de souscription ont été émis aux prêteurs leurs permettant d'acheter 1 570 983 actions ordinaires au prix de 0,25 \$ par action jusqu'au 25 juin 2011.

Le 12 juin 2009, la Société a émis 2 000 000 actions ordinaires de Warnex pour l'acquisition de Molecular World Inc.

Le 25 juin 2009, des bons de souscription de 392 746 actions ont expiré.

Présentation de l'information financière

Contrôles et procédures de communication de l'information financière

Nos contrôles et procédures de communication de l'information financière sont conçus pour fournir l'assurance raisonnable que l'information significative que la Société doit présenter est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par la législation en valeurs mobilières, notamment les contrôles et procédures conçus pour garantir que cette information est rassemblée puis communiquée à la direction, y compris au président et chef de la direction ainsi qu'au chef de la direction financière, selon ce qui convient pour prendre des décisions en temps opportun concernant la communication de l'information.

Au 31 décembre 2010, une évaluation de la conception et de l'efficacité des contrôles et des procédures de communication de l'information financière a été effectuée sous la supervision de la direction, incluant le président et chef de la direction ainsi que le chef de la direction financière, et avec sa participation, conformément au Règlement 52-109. En fonction de cette évaluation, le président et chef de la direction ainsi que le chef de la direction financière ont conclu que la conception et le fonctionnement de nos contrôles et procédures de communication de l'information financière étaient efficaces au 31 décembre 2010.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

La direction a la responsabilité d'établir et de maintenir un contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière pour fournir l'assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de publication de l'information financière, conformément aux PCGR.

Au 31 décembre 2010, la direction de la Société a évalué la conception et l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière selon la définition donnée en vertu du Règlement 52-109 et a conclu, en fonction de cette évaluation, que la conception et le fonctionnement de certains aspects du contrôle interne à l'égard de l'information financière n'étaient pas efficaces. Les déficiences du contrôle identifiées par la Société n'ont pas donné lieu à des modifications aux états financiers consolidés annuels et intermédiaires de l'exercice 2010. La direction a identifié les faiblesses importantes suivantes :

- **Contrôles au niveau de l'entité**

La Société n'a pas maintenu un environnement de contrôle complètement efficace tel que défini conformément au cadre de contrôle du COSO. Plus précisément, nous n'avons pas de manuels complets de procédures afin de communiquer clairement les rôles et responsabilités de la direction et des employés en ce qui a trait au contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société.

Afin d'atténuer ce risque, la direction s'appuie sur des contrôles automatisés se rapportant principalement à la mise en œuvre d'un nouveau système comptable, de même que sur des procédures manuelles et des contrôles de détection, des réunions hebdomadaires de la direction, des révisions mensuelles des états financiers par les divisions d'exploitation ainsi que des révisions trimestrielles des états financiers par le Comité d'audit. Ces procédures ont été effectuées en 2010.

- Contrôles généraux des technologies de l'information

La Société n'a pas adéquatement maintenu de contrôle efficace visant à s'assurer que les bandes de sauvegarde font l'objet de tests périodiques pour vérifier leur exactitude. De plus, il n'existe pas de plan stratégique des technologies de l'information ni de plan de continuité de l'exploitation, et il n'y a pas non plus de révision périodique des journaux de sécurité relativement aux ouvertures de session non réussies. En outre, la Société n'a pas adéquatement maintenu des contrôles efficaces relativement au développement et à la modification de programmes.

- Processus d'information financière de fin de période

La Société n'a pas maintenu de contrôles efficaces visant à s'assurer que certains soldes de comptes qui nécessitent des estimations comptables sont passés en revue par une personne autre que l'auteur. La Société consulte son auditeur externe au besoin.

- Impôts sur les bénéficiaires

La Société n'a pas maintenu de contrôles efficaces sur l'enregistrement des impôts à payer et de la charge d'impôts. Actuellement, la Société s'appuie sur son auditeur externe afin de s'assurer de l'exactitude des éléments susmentionnés.

- Séparation des tâches

La Société présentait des contrôles déficients en ce qui a trait à la séparation des tâches au sein de ses services de comptabilité, de la paie, et des finances en raison de sa taille. Plus précisément, en raison du nombre restreint d'effectifs au sein de ces services, certains employés des finances cumulent des tâches incompatibles qui permettent la création, la révision et le traitement de certaines données financières sans qu'elles ne soient revues ou autorisées de manière indépendante.

Afin d'atténuer ce risque, la direction s'appuie sur des contrôles automatisés se rapportant principalement à la mise en œuvre d'un nouveau système comptable, de même que sur des procédures manuelles et des contrôles de détection, des réunions hebdomadaires de la direction, des révisions mensuelles des états financiers par les divisions d'exploitation ainsi que des révisions trimestrielles des états financiers par le Comité d'audit. Ces procédures ont été effectuées en 2010.

Corrections des faiblesses importantes relatives au contrôle interne à l'égard de l'information financière

Après le 31 décembre 2010, nous avons commencé à prendre les mesures suivantes, ou nous avons planifié de le faire, afin de remédier aux faiblesses importantes relatives au contrôle interne à l'égard de l'information financière identifiées au 31 décembre 2010. La direction et le Comité d'audit sont engagés activement afin de prendre des mesures à l'égard des déficiences identifiées, notamment la supervision de la mise en œuvre par la direction des mesures correctives décrites ci-dessous.

- Contrôles au niveau de l'entité

Nous continuerons à finaliser et distribuerons des manuels de procédures qui exposeront les rôles et les responsabilités de la direction et des employés.

- Contrôles généraux des technologies de l'information

Nous mettrons en œuvre des politiques et des procédures améliorées relativement aux technologies de l'information, notamment en ce qui a trait à la gestion des changements au système, au développement de programmes, à la modification de programmes, au fonctionnement des TI et aux services de surveillance connexes. Nous établirons et mettrons en œuvre et un plan stratégique global des technologies de l'information et un plan de continuité de l'exploitation.

Au début de 2009, la direction a administré la mise en œuvre d'un nouveau système comptable. Ce nouveau système a permis d'instaurer des contrôles automatisés dans le processus comptable et de remplacer certains contrôles manuels sur lesquels la direction devait s'appuyer. Cette étape importante a permis d'assurer un suivi plus rigoureux des contrôles à l'égard de l'accès au système comptable.

- Processus d'information financière de fin de période

Nous continuerons à mettre au point des contrôles du processus d'information financière de fin de période lorsque cela est possible. À mesure que la Société prendra de l'expansion, nous planifions augmenter le nombre de personnes travaillant au processus de fin de période et augmenter le niveau de connaissances en comptabilité. En 2010, nous avons ajouté un employé temporaire au service de la comptabilité.

Depuis 2009, le nouveau système comptable a permis d'améliorer le processus d'information financière de fin de période grâce au remplacement de certaines procédures manuelles par des procédures automatisées. Nous avons instauré de nouveaux contrôles visant notamment à restreindre aux membres du personnel appropriés l'accès à certaines feuilles de calcul comptables, mis en œuvre une liste de contrôle sur l'information à fournir visant à assurer la conformité aux PCGR, et mis en œuvre un processus visant à faire en sorte que les écritures de journal de consolidation et les écritures de journal complexes sont passées en revue par une personne autre que l'auteur.

- Impôts sur les bénéfices

Nous continuerons à consulter régulièrement nos experts-conseils externes afin d'obtenir des conseils en matière de fiscalité. À mesure que la Société prendra de l'expansion, nous planifions augmenter le nombre de personnes du service de comptabilité et d'augmenter le niveau de connaissances en fiscalité.

- Séparation des tâches inadéquate

Nous continuerons à utiliser des mesures appropriées afin de restreindre l'accès ou de surveiller de façon indépendante les accès aux systèmes et à assigner correctement les rôles et responsabilités aux employés afin d'assurer une séparation des tâches adéquate lorsque cela est possible. À mesure que la Société prendra de l'expansion, nous augmenterons le nombre de personnes travaillant à la comptabilité. En 2010, nous avons ajouté un employé temporaire au service de la comptabilité.

La direction est consciente que certaines des faiblesses identifiées ci-dessus sont inhérentes à une entreprise de notre taille. Néanmoins, nous croyons à l'établissement de contrôles et procédures de communication de l'information financière et de contrôle interne à l'égard de l'information financière rigoureux et nous nous engageons à le faire. Il faudra du temps pour mettre en place les contrôles et les procédures rigoureux que souhaitent notre direction et notre Conseil d'administration; il ne nous est pas possible pour le moment d'estimer les délais nécessaires à la mise en place des étapes décrites ci-dessus. La direction continuera à évaluer la conception de notre environnement global de contrôle et à perfectionner les contrôles existants, selon que la direction, en collaboration avec le Comité d'audit du Conseil d'administration, le chef de la direction et le chef de la direction financière, le juge nécessaire. Encore une fois, les déficiences du contrôle identifiées par la Société n'ont pas donné lieu à des modifications aux états financiers consolidés intermédiaires de l'exercice 2010.

Outre les efforts de correction discutés ci-dessus et la mise en œuvre du contrôle interne de la Société à l'égard de l'information financière, il n'y a pas eu de changement au contrôle interne à l'égard de l'information financière au cours de l'exercice 2010 qui a eu, ou est raisonnablement susceptible d'avoir, une incidence significative sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière. La direction, incluant le chef de la direction ainsi que le chef de la direction financière, a discuté en détail de ces questions et des mesures correctives nécessaires avec le Comité d'audit du Conseil d'administration.

La Société présentera l'évolution récente des mesures correctives dans ses rapports de gestion trimestriels et annuel.

Risques et incertitudes

Ressources financières

Le bilan de la Société montre présentement un fonds de roulement négatif dû au fait que les débetures viennent à échéance en juin et juillet 2011. Conséquemment, la Société ne rencontre pas le ratio de fonds de roulement et le ratio d'équité minimum requis par ses ententes bancaires. La capacité de la Société de poursuivre ses activités dépend de sa capacité de négocier de nouveaux termes de financement avec les détenteurs de débetures, puisque les prix de conversion de ces débetures convertibles sont plus élevés que le prix courant des actions de la Société en date de ce rapport, et de s'entendre sur des ratios acceptables avec sa banque ou de trouver des alternatives de financement pour acquitter les dettes venant à échéance en 2011.

Warnex croit qu'elle devrait être en mesure d'obtenir le capital requis à long terme, si nécessaire, afin de soutenir ses objectifs corporatifs. Veuillez vous référer à la section de liquidités et ressources en capital pour des commentaires supplémentaires. Toutefois, il est impossible de garantir la disponibilité de ressources financières additionnelles ou que ces ressources lui seront rendues disponibles à des conditions acceptables. Nos besoins de liquidités pourraient varier de manière importante selon de nombreux facteurs, y compris les changements dans le nombre de clients et le volume de travail commandé dans nos divisions de service.

Risques de liquidité

Les risques de liquidité sont les risques que la Société ne soit pas en mesure de remplir ses obligations financières. La Société gère le risque de liquidité en établissant des prévisions de flux de trésorerie de façon à déterminer les besoins de financement. La Société cherche présentement des investisseurs afin de refinancer les débetures.

Clients et partenaires importants

Les deux plus gros clients de Warnex services analytiques représentent 29 % des revenus pour l'année 2010 (37 % en 2009). Ces clients demeurent les plus importants clients de Warnex services analytiques dans chacun de ses sites depuis plusieurs années et nous considérons que nos relations avec ceux-ci sont bonnes. Les quatre plus gros clients de Warnex services bioanalytiques représentent 53 % des revenus pour l'année 2009 (3 clients pour 53 % en 2009); nous considérons que nos relations avec ces clients sont bonnes. La perte de l'un ou l'autre de ces clients pourrait affecter de manière importante nos résultats financiers.

Risques relatifs au crédit

Les instruments financiers, qui assujettissent potentiellement Warnex à des concentrations de risques de crédit, consistent essentiellement d'espèces, de quasi-espèces et de comptes à recevoir. Les espèces et les quasi-espèces sont maintenues auprès d'institutions financières ayant une cote de crédit élevée. En conséquence, la direction considère que le risque de non performance relatif aux espèces et aux quasi-espèces est minimal. La Société, dans le cours normal de ses affaires, surveille la situation financière de

ses clients et révisé l'expérience de crédit de chaque nouveau client. La Société établit une provision pour les créances douteuses qui correspond aux risques de crédit de ses clients spécifiques, aux tendances historiques et aux circonstances économiques. Chaque compte échu est révisé individuellement et une provision est comptabilisée lorsque jugé nécessaire pour déterminer la valeur nette de réalisation des débiteurs. Si la condition financière des clients se détériore et que leur capacité ou leur volonté de payer diminue, des provisions supplémentaires pour mauvaises créances sont comptabilisées. L'exposition maximale de la Société aux risques de crédit correspond à la valeur des débiteurs.

Risque relié aux devises étrangères

La Société réalise une partie de ses revenus en dollars américains et en Euros et certains de ses achats et paiements d'intérêts sur les débetures en dollars américains. En conséquence, elle est exposée aux risques de change reliés aux devises étrangères.

Réglementation gouvernementale

La fourniture par Warnex de ses services analytiques, bioanalytiques et de laboratoire médical, est régie par plusieurs lois et règlements. L'objet de ces règles inclut les Bonnes pratiques de laboratoire (GLP), les Bonnes pratiques de fabrication (GMP), la Direction des produits thérapeutiques (TPD) et d'autres standards et permis requis pour l'opération de ses laboratoires. Des constats de non-conformité importante à ces règles, ou des modifications importantes aux règles régissant les activités de Warnex, pourraient affecter la capacité ou les conditions selon lesquelles la Société effectue ses services et pourraient affecter négativement ses résultats.

Installations de laboratoire

Dans le cadre de la fourniture de ses services, la Société dépend sur ses installations de laboratoire pleinement fonctionnelles et adéquatement validées. Si ces systèmes venaient à manquer, ou si un désastre s'y abattait, la capacité de la Société de rendre ses services en serait négativement impactée, ce qui affecterait la génération de revenus. La Société n'a pas présentement de solution de rechange pour tous les équipements qu'elle utilise afin de rendre ses services. En conséquence, si un événement imprévu tel que décrit plus haut devait se produire, nos résultats pourraient en être affectés de manière importante.

Volatilité du cours des actions

Le cours des actions de Warnex est sujet à la volatilité du marché. Des écarts entre les résultats financiers et scientifiques réels comparés aux attentes des actionnaires et des analystes financiers qui suivent nos activités, peuvent avoir un impact significatif sur le cours des actions de Warnex. De plus, les actions de Warnex, de d'autres compagnies de sciences de la vie et du marché boursier en général ont été sujets à des fluctuations, ce qui était indépendant des opérations ou des résultats de la Société. Il n'y a aucune garantie que le prix du marché des actions de Warnex sera protégé contre de telles fluctuations à l'avenir.

Employés

Le succès continu de Warnex dépend de la performance et de la rétention de certains employés-clés. La perte de n'importe quel de ces individus pourrait avoir un impact négatif important sur les affaires de la Société. Nous sommes d'avis que notre succès repose, en partie, sur notre capacité de continuer à recruter et à retenir ces employés compétents.

Fournisseurs

Warnex dépend de tierces parties pour la fourniture de certains réactifs spécialisés. Bien que Warnex recherche des sources d'approvisionnement alternatives, Warnex pourrait ne pas être en mesure de s'approvisionner en réactifs et en équipements auprès de ces tierces parties, les réactifs et les équipements pourraient ne pas rencontrer nos spécifications, les prix coûtants auxquels ces produits sont achetés pourraient augmenter ou Warnex pourrait ne pas être en mesure de trouver des sources d'approvisionnement alternatives dans un délai raisonnable. Warnex pourrait ne plus être en mesure de commercialiser certains de ses services si l'un de ces facteurs se matérialisait, ce qui affecterait négativement nos résultats.

Perspectives

Nous prévoyons générer des profits et un BAIIA positif, tel que défini dans la section de performance financière, et d'améliorer nos résultats financiers par rapport à 2010.

Signé au nom de la direction, ce 15^e jour de mars 2011.



Mark Busgang
Président et chef de la direction



François Jetté, CA
Chef de la direction financière

Responsabilité de la direction pour les états financiers

Les états financiers consolidés ci-joints de Warnex inc. ainsi que les autres informations financières contenues dans ce rapport annuel sont la responsabilité de la direction et ont été approuvés par le Conseil d'administration de Warnex inc.

Ces états financiers ont été préparés par la direction, conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada et comprennent des montants qui se fondent sur les meilleures estimations et jugements de la direction. Les informations financières présentées ailleurs dans le présent rapport concordent avec celles des états financiers consolidés.

Pour assurer l'exactitude et l'objectivité de l'information présentée dans les états financiers, la direction de Warnex inc. maintient un système de contrôles comptables et de contrôles internes. La direction juge que ce système permet d'obtenir un degré raisonnable de certitude quant à la fiabilité des documents financiers et constitue une information de base pertinente pour l'établissement des états financiers et pour s'assurer que les actifs de la Société sont adéquatement comptabilisés et protégés.

Le Conseil d'administration assume principalement la responsabilité des états financiers contenus dans ce rapport annuel par l'intermédiaire de son Comité de vérification. Ce comité est formé d'administrateurs externes qui examinent les états financiers consolidés annuels de la Société, de même que l'analyse de la direction et les résultats d'exploitation et recommandent leur adoption par le Conseil d'administration.

Les présents états financiers consolidés ont été vérifiés par NEXIA FRIEDMAN S.E.N.C.R.L., comptables agréés, les vérificateurs externes désignés par les actionnaires. Ils rencontrent périodiquement les membres du Comité de vérification pour discuter de la vérification, de la présentation de l'information financière et autres sujets s'y rapportant.



Mark Busgang
Président et chef de la direction



François Jetté, CA
Chef de la direction financière

Le 15 mars 2011

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux actionnaires de Warnex inc.

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de Warnex inc., qui comprennent les bilans consolidés aux 31 décembre 2010 et 2009 et les états consolidés des résultats et des résultats étendus, du surplus d'apport, du déficit, des autres éléments cumulés du résultat étendu et des flux de trésorerie des exercices terminés à ces dates, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnus du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenus et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

A notre avis, ces états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Warnex inc. aux 31 décembre 2010 et 2009, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada.

Observations

Sans assortir notre opinion d'une réserve, nous attirons l'attention sur la Note 1 aux états financiers consolidés qui indique que la société a subi des pertes d'exploitation significatives, a des flux monétaires opérationnels négatifs et a un déficit cumulé de 41 731 888 \$ au 31 décembre 2010. Cette situation, conjuguée aux autres questions exposées dans la Note 1, indique l'existence d'une incertitude significative susceptible de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation.

1

 Maria Friedman S.E.N.C.R.L.

Comptables agréés

Montréal, Québec
Le 15 mars 2011

¹CA auditeur permis no 21749

Bilans consolidés

Au 31 décembre	2010	2009
Actif		
À court terme		
Espèces et quasi-espèces	244 456 \$	894 031 \$
Débiteurs (note 5)	2 980 299	2 880 919
Travaux en cours	328 289	531 142
Stocks	355 132	177 027
Crédits d'impôt à l'investissement à recevoir	498 000	712 471
Frais payés d'avance	293 636	388 502
	4 699 812	5 584 092
Actifs d'impôts futurs (note 13)	1 221 000	1 221 000
Immobilisations corporelles (note 6)	6 174 451	7 375 516
Actifs incorporels (note 7)	407 185	382 145
Écart d'acquisition	937 695	937 695
	13 440 143 \$	15 500 448 \$
Passif		
À court terme		
Emprunt bancaire (note 8)	580 000 \$	- \$
Créditeurs et frais courus	2 899 115	3 008 594
Revenus reportés	921 532	411 599
Portion à court terme de la dette à long terme (note 9)	894 716	1 800 372
Portion à court terme des débetures (note 11)	6 121 344	-
	11 416 707	5 220 565
Dette à long terme (note 9)	5 722	447 661
Composante de passif des débetures (note 11)	-	6 245 274
	11 422 429	11 913 500
Avoir des actionnaires		
Capital-actions (note 12)	40 981 049	40 981 049
Composante de capitaux propres des débetures (note 11)	312 288	312 288
Surplus d'apport	2 456 265	2 466 016
Déficit	(41 731 888)	(40 172 405)
	2 017 714	3 586 948
	13 440 143 \$	15 500 448 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Approuvé au nom du Conseil d'administration :



Richard Laferrière
Administrateur

Mark Busgang
Administrateur

États consolidés du surplus d'apport

Exercices terminés les 31 décembre	2010	2009
Solde au début de l'exercice	2 466 016 \$	2 445 043 \$
Coût de rémunération lié aux options d'achat d'actions	(9 751)	20 973
Solde à la fin de l'exercice	2 456 265 \$	2 466 016 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

États consolidés du déficit

Exercices terminés les 31 décembre	2010	2009
Solde au début de l'exercice	40 172 405 \$	40 008 157 \$
Perte nette	1 559 483	164 248
Solde à la fin de l'exercice	41 731 888 \$	40 172 405 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

États consolidés des autres éléments cumulés du résultat étendu

Exercices terminés les 31 décembre	2010	2009
Autres éléments cumulés du résultat étendu	- \$	- \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

États consolidés des résultats et des résultats étendus

Exercices terminés les 31 décembre	2010	2009
Chiffre d'affaires	22 250 790 \$	23 646 987 \$
Coûts des ventes (note 14)	17 309 041	17 878 578
Bénéfice brut	4 941 749	5 768 409
Frais d'exploitation (note 14)		
Ventes, généraux et d'administration	6 397 120	5 956 234
Financiers	1 101 329	1 185 473
Crédits d'impôts à la recherche et développement	(923 735)	(526 222)
	6 574 714	6 615 485
Perte avant éléments décrits ci-après et impôts	(1 632 965)	(847 076)
Frais de restructuration	(160 000)	-
Gain de change non matérialisée sur débentures	233 482	682 828
	73 482	682 828
Perte avant impôts	(1 559 483)	(164 248)
Impôts sur les bénéfices - exigibles	-	162 000
Recouvrement d'impôts relié à l'utilisation de pertes d'années antérieures	-	(162 000)
	-	-
Perte nette et résultat étendu	(1 559 483) \$	(164 248) \$
Bénéfice net et bénéfice net dilué par action	(0,02) \$	0,00 \$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	67 117 191	65 663 345

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

États consolidés des flux de trésorerie

Exercices terminés les 31 décembre	2010	2009
Activités d'exploitation		
Perte nette	(1 559 483) \$	(164 248) \$
Éléments sans effet sur la trésorerie :		
Amortissements d'immobilisations corporelles	1 390 081	1 592 034
Amortissements d'actifs incorporels	101 600	79 932
Désactualisation d'intérêts	109 552	95 221
Gain de change non matérialisée sur débetures	(233 482)	(682 828)
Variation de monnaies étrangères	70 862	267 647
Coût de rémunération lié aux options d'achat d'actions	(9 751)	20 973
	(130 621)	1 208 731
Variation nette dans les éléments hors-caisse du fonds de roulement (note 15)	622 115	(1 066 248)
Liquidités nettes provenant des activités d'exploitation	491 494	142 483
Activités d'investissement		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(189 016)	(312 861)
Acquisition d'actifs incorporels	(126 640)	(177 320)
Liquidités nettes utilisées par les activités d'investissement	(315 656)	(490 181)
Activités de financement		
Augmentation de l'emprunt bancaire	580 000	-
Augmentation de la dette à long terme	-	350 000
Remboursement de la dette à long terme	(1 347 595)	(1 317 608)
Liquidités nettes utilisées par les activités de financement	(767 595)	(967 608)
Perte de change sur espèces libellées en monnaies étrangères	(57 818)	(224 151)
Diminution des espèces et quasi-espèces	(649 575)	(1 539 457)
Espèces et quasi-espèces, au début de l'exercice	894 031	2 433 488
Espèces et quasi-espèces, à la fin de l'exercice	244 456 \$	894 031 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Notes aux états financiers consolidés

31 décembre 2010 et 2009

1. Nature des activités de l'entreprise, présentation de l'information financière et incertitude quant à la continuité de l'exploitation

Warnex inc. est une société incorporée en vertu des lois du Canada. Warnex est une entreprise des sciences de la vie qui se consacre à la protection de la santé publique en offrant divers services de laboratoire. Elle offre des services analytiques, bioanalytiques et de laboratoire médical aux secteurs pharmaceutique et de la santé. Les actions de la Société sont inscrites à la cote de la Bourse de Toronto (« Bourse ») sous le symbole WNX.

Les états financiers consolidés de la Société ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada et incluent les comptes de la Société et de toutes ses filiales: Warnex services analytiques inc., Warnex services PRO-ADN inc. et Warnex America Inc. À moins d'indication contraire, tous les montants sont présentés en dollars canadiens.

Le 12 juin 2009, la Société a acheté les actions de Molecular World Inc. Le 30 juin 2009, la Société a changé le nom de Molecular World Inc. pour Warnex services PRO-ADN inc.

Au 31 décembre 2010, la Société a un déficit cumulé de 41 731 888 \$ et un fonds de roulement négatif, dû au fait que les débentures viennent à échéance en juin et juillet 2011. De plus, la Société ne respecte pas certaines clauses restrictives stipulées dans les ententes avec le prêteur et, en conséquence, la dette à long terme est présentée avec le passif à court terme. Sans refinancement de ses opérations, les obligations monétaires engagées par la Société excèdent les espèces en main et les flux monétaires opérationnels prévus au cours des douze prochains mois. Par conséquent, une incertitude importante plane quant à la capacité de la Société à continuer son exploitation. La capacité de la Société de poursuivre ses activités dépend de sa capacité d'obtenir des ententes de financement.

Les présents états financiers ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR), suivant le principe de la continuité de l'exploitation, lequel suppose que la Société sera en mesure de poursuivre ses activités, de réaliser ses actifs et d'acquitter ses dettes et ses engagements dans le cours normal des affaires dans un avenir prévisible. Les présents états financiers consolidés n'incluent pas les rajustements à apporter aux montants et aux classements des actifs et passifs qui pourraient être nécessaires si la Société était incapable de poursuivre ses activités selon le principe de la continuité d'exploitation.

2. Modifications aux méthodes comptables et principales méthodes comptables

Modifications aux méthodes comptables

Constatation de produits

La Société a modifié sa méthode comptable relative à la constatation de produits pour la division de services analytiques afin de refléter la progression de chaque étape des tests analytiques. La division de services analytiques comptabilise maintenant ses revenus en utilisant la méthode de l'avancement des travaux au lieu que ce soit lorsque les tests sont complétés. Pour l'exercice terminée le 31 décembre 2010, ce changement de méthode comptable a résulté à une augmentation des revenus de 39 592 \$ et les travaux en cours ont augmenté du même montant. L'impact du changement de cette méthode comptable sur les périodes antérieures est indéterminable, donc n'a pas été ajusté.

Notes aux états financiers consolidés

31 décembre 2010 et 2009

2. Modifications aux méthodes comptables et principales méthodes comptables... suite

Méthodes comptables mise en place en 2009

Écarts d'acquisition et actifs incorporels

En février 2008, l'ICCA a publié le chapitre 3064, *Écarts d'acquisition et actifs incorporels*, qui a remplacé les chapitres 3062, *Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels*, 3450, *Frais de recherche et développement*, et l'abrégé du *Comité des problèmes nouveaux CPN-27, Produits et charges au cours de la période de pré-exploitation*. Le chapitre 3064 établit les normes de comptabilisation, d'évaluation, de présentation et d'information applicables aux écarts d'acquisition après la comptabilisation initiale et aux actifs incorporels des entreprises à but lucratif. Cette nouvelle norme est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2009. L'adoption de cette nouvelle norme n'a eu aucune incidence notable sur les états financiers de la Société.

Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers

En janvier 2009, l'ICCA a publié l'abrégé CPN-173, *Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers*. Le CPN exige que la Société tienne compte du risque de crédit qui lui est propre et du risque de crédit de la contrepartie dans la détermination de la juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers, y compris des instruments dérivés. L'adoption de cette nouvelle norme n'a eu aucune incidence notable sur les états financiers de la Société.

Instruments financiers – Information à fournir

En mai 2009, l'ICCA a modifié le chapitre 3862, *Instruments financiers – Informations à fournir*, pour y inclure de nouvelles obligations d'information sur les évaluations de la juste valeur marchande des instruments financiers et sur le risque de liquidité. Ces modifications exigent une hiérarchie à trois niveaux qui reflète l'importance des données utilisées dans les évaluations de la juste valeur. Les justes valeurs des actifs et des passifs compris dans le premier niveau sont déterminées en fonction des cours des actifs et des passifs identiques sur les marchés animés. Pour ce qui est des actifs et des passifs du deuxième niveau, les évaluations font appel à des données autres que les cours du marché pour lesquels tous les résultats importants sont observables directement ou indirectement. Pour le troisième niveau, les évaluations sont fondées sur des données qui ne sont pas observables, mais importantes pour l'évaluation de la juste valeur générale. L'application de ces modifications n'a pas eu d'incidence notable sur la Société.

Principales méthodes comptables

Ces états financiers ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada. Les principales méthodes comptables sont décrites ci-après.

Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants de l'actif et du passif comptabilisés et sur la présentation des éléments d'actif et de passif éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants comptabilisés des produits et des charges au cours de la période de déclaration. Les résultats réels pourraient différer des estimations.

Constatation de produits

Les revenus d'analyse des services analytiques et bioanalytiques sont comptabilisés selon la méthode de l'avancement des travaux et les revenus et profits sont basés sur le ratio des frais encourus sur le total estimé des coûts du projet. Les revenus des services du laboratoire médical sont comptabilisés lorsque les tests sont complétés.

Notes aux états financiers consolidés

31 décembre 2010 et 2009

2. Modifications aux méthodes comptables et principales méthodes comptables... suite

Les revenus de projet des services analytiques et du laboratoire médical sont comptabilisés selon la méthode de l'avancement des travaux et les revenus et profits sont basés sur le ratio des frais encourus sur le total estimé des coûts du projet.

Les coûts et les revenus estimés des projets en cours qui excèdent les montants facturés aux clients sont présentés comme travaux en cours. Les montants perçus d'avance des clients sur les projets sont classés dans les revenus reportés.

La Société, sur une base régulière, révise les projets de clients afin de déterminer si une perte pourrait survenir. Si une perte est anticipée sur un projet, la perte totale estimée est enregistrée en réduction des revenus et des travaux en cours pour la période dans laquelle la perte devient évidente et raisonnablement estimable.

Espèces et quasi-espèces

Les espèces et quasi-espèces comprennent les fonds en banque et les placements temporaires échéant à moins de trois mois.

Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif. La valeur de réalisation nette est le revenu estimé des tests, diminué des coûts estimés nécessaires pour compléter les tests.

Recherche et au développement

Les dépenses courantes de recherche et développement sont comptabilisées aux résultats dans l'année à laquelle elles sont engagées, déduction faite des crédits d'impôts à l'investissement afférents. Le coût des immobilisations corporelles est réduit par le montant des crédits d'impôts à l'investissement afférents.

Crédits d'impôts à l'investissement

La Société réclame des crédits d'impôts à l'investissement en raison des frais de recherche scientifique et de développement expérimental encourus. Les crédits d'impôts à l'investissement sont inscrits dans l'exercice au cours duquel les frais sont engagés et qu'il y a une assurance raisonnable de récupérer ces crédits. La direction a fait un certain nombre d'estimations et d'hypothèses pour déterminer les frais éligibles au crédit d'impôts à l'investissement. Le montant enregistré par la Société pourrait être significativement différent du montant alloué par les autorités fiscales.

Actifs d'impôts futurs

La Société utilise la méthode du passif d'impôts futurs pour comptabiliser ses impôts. Les actifs et passifs d'impôts futurs sont déterminés à l'aide des écarts temporaires. Les actifs et passifs d'impôts futurs doivent être mesurés par application des taux d'imposition qui s'appliqueront au moment du règlement des passifs ou de la réalisation des actifs. Les actifs d'impôts futurs, dans le cas échéant, sont reconnus dans la mesure où, selon l'opinion des gestionnaires, il est plus probable qu'improbable que les actifs se réalisent.

Notes aux états financiers consolidés

31 décembre 2010 et 2009

2. Modifications aux méthodes comptables et principales méthodes comptables... suite

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition et amorties en fonction de leur vie utile ou sur la durée du bail, comme suit :

Méthode de l'amortissement dégressif	
Équipement de laboratoire	20 %
Matériel et outillage	20 %
Équipement informatique	30 %
Mobiliers et agencements et équipement téléphonique	20 %
Contribution gouvernementale non remboursable	20 %
Méthode de l'amortissement linéaire	
Améliorations locatives	Sur la durée des baux

La contribution financière gouvernementale non remboursable relative aux immobilisations corporelles est présentée en réduction de ces actifs lorsqu'elle est gagnée.

Actifs incorporels et écart d'acquisition

Les logiciels sont comptabilisés au coût d'acquisition et amortis selon la méthode de l'amortissement dégressif au taux de 20 %. Les licences et les listes de clients sont comptabilisés au coût d'acquisition et amortis en fonction de leur durée de vie utile sans dépasser 5 ans. L'écart d'acquisition représente l'excédent du prix d'acquisition par rapport à la juste valeur des actifs nets acquis. L'écart d'acquisition et les actifs incorporels à durée de vie indéfinie sont soumis, au moins annuellement, à un test de dépréciation. La Société évalue alors si une provision pour baisse de valeur permanente doit être ajustée aux résultats, notamment en déterminant si les flux monétaires futurs prévus actualisés excèdent la valeur comptable nette des actifs.

Dépréciation d'actifs à long terme

Les actifs à long terme, qui se composent des immobilisations corporelles et des actifs incorporels à durée de vie définie, sont analysés afin de déterminer s'il y a une baisse de valeur lorsque certains événements ou changements de circonstances indiquent que la valeur comptable peut ne pas être recouvrable. Une perte de valeur est constatée lorsque la valeur comptable d'un élément d'actif excède les flux monétaires futurs prévus actualisés qui sont associés à l'utilisation et la cession éventuelle de l'actif. Le montant de la perte de valeur, le cas échéant, est mesuré comme étant l'écart entre la valeur comptable et la juste valeur des actifs dépréciés calculée à partir des flux monétaires actualisés lorsque les prix de marchés ne sont pas disponibles.

Débetures

La valeur de la composante de passif des débetures a été déterminée, au moment de leur émission, en actualisant les remboursements de capital et intérêts jusqu'à leur échéance au taux du marché pratiqué pour des débetures similaires non convertibles et sans bon de souscription. Le solde du produit net des débetures émises est présenté avec l'avoir des actionnaires. L'écart entre la valeur nominale des débetures et la valeur de la composante de passif des débetures initialement comptabilisée périodiquement ajoutée à la valeur du passif des débetures au moyen de charges périodiques aux résultats calculées selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Revenus reportés

Dans les divisions de services bioanalytiques et de services de laboratoire médical, les revenus reportés représentent la différence entre les montants facturés aux clients, selon les termes de chacun des contrats, et le revenu comptabilisé. De plus, les services de laboratoire médical peuvent avoir des revenus reportés représentant les sommes perçues d'avance de clients pour des services à rendre subséquentement.

Notes aux états financiers consolidés

31 décembre 2010 et 2009

2. Modifications aux méthodes comptables et principales méthodes comptables... suite

Bénéfice (perte) par action

Le bénéfice (perte) par action est calculé sur la base du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période. La méthode du rachat d'actions est utilisée pour déterminer l'effet de dilution des options, des bons de souscription et des débentures convertibles. La perte diluée par action est équivalente à la perte par action compte tenu de l'effet antidilutif de ces éléments.

Conversion de devises

La Société utilise la méthode temporelle pour convertir les soldes du bilan et les transactions en dollars canadiens. Les éléments monétaires du bilan sont convertis au taux de change en vigueur à la fin de la période, alors que les éléments non monétaires sont convertis au taux de change historique. Les revenus et les dépenses sont convertis au taux de change en vigueur au moment de la transaction ou au taux de change moyen de la période. Les gains ou pertes résultant de la conversion sont imputés aux résultats de la période.

Régime d'options d'achat d'actions

La juste valeur des options d'achat d'actions est déterminée, à la date d'attribution, à l'aide du modèle d'évaluation Black-Scholes. La dépense est comptabilisée de façon linéaire sur la période d'acquisition de trois années comme une augmentation de la dépense de rémunération et du surplus d'apport. Lorsque les options sont levées, le produit de l'émission ainsi que le montant précédemment crédité au surplus d'apport relativement aux options exercées sont crédités au capital-actions émis et payé.

Instruments financiers

La Société établit la classification des instruments financiers au moment de la comptabilisation initiale. Les actifs financiers sont classés comme détenus à des fins de transaction, disponibles à la vente, placements détenus jusqu'à leur échéance, prêts et créances. Les passifs financiers sont classés comme détenus à des fins de transaction et autres passifs financiers.

L'évaluation ultérieure et la constatation de variations à la juste valeur des instruments financiers sont effectuées en fonction du classement initial de ces instruments. Les instruments financiers détenus à des fins de transaction sont mesurés à la juste valeur et tous les gains et pertes sont comptabilisés dans les résultats nets de la période au cours de laquelle ils se produisent. Les instruments financiers disponibles à la vente sont mesurés à la juste valeur, et les gains et les pertes découlant de la réévaluation sont inclus dans les autres éléments du résultat étendu jusqu'à ce que l'actif soit sorti du bilan.

Selon ces normes, les instruments dérivés doivent être constatés à titre d'actifs ou de passifs mesurés à leur juste valeur, à moins qu'ils n'aient pas à être traités à titre de dérivés, comme une opération normale d'achat et de vente. Certains instruments financiers incorporés dans d'autres contrats doivent également être mesurés à la juste valeur. Les variations de la juste valeur des instruments dérivés sont constatées dans les résultats, à moins que certaines conditions de la comptabilité de couverture ne soient remplies, conditions selon lesquelles une entreprise doit documenter, désigner et évaluer, en bonne et due forme, l'efficacité des opérations qui font l'objet de la comptabilité de couverture.

3. Modifications comptables futures

Normes internationales d'information financière

En février 2008, le Conseil des normes comptables (CNC) a confirmé que les PCGR canadiens pour les entreprises ayant l'obligation publique de rendre des comptes seront remplacés par les normes internationales d'information financière (« IFRS ») pour les états financiers intérimaires et annuels des années fiscales débutant le ou après le 1^{er} janvier 2011. La Société évalue présentement l'impact de cette transition sur ses états financiers consolidés.

Notes aux états financiers consolidés

31 décembre 2010 et 2009

4. Acquisition d'entreprise

Le 12 juin, 2009, la Société a acquis toutes les actions émises et en circulation de Molecular World Inc., un laboratoire situé à Thunder Bay, Ontario, spécialisé dans l'identification humaine par ADN, y compris dans l'analyse médico-légale. L'acquisition a été comptabilisée selon la méthode de l'achat pure et simple. Le prix d'achat a été payé par l'émission de 2 000 000 actions ordinaires de Warnex avec une valeur juste de 310 000 \$. Les actifs nets acquis et les valeurs attribuées sont : 82 996 \$ d'actifs à court terme, 471 000 \$ d'impôts futurs, 345 372 \$ d'immobilisations corporelles; 2 530 \$ de logiciels, 38 936 \$ de liste de clients et la prise en charge de 343 989 \$ de passifs à court terme et 286 845 \$ de dette à long terme.

Les opérations de cette filiale sont incluses dans la division de laboratoires médicaux.

5. Débiteurs

	2010 \$	2009 \$
Comptes clients	2 941 814	2 925 847
Provision pour créances douteuses	(6 354)	(45 588)
	2 935 460	2 880 259
Divers	44 839	660
	<u>2 980 299</u>	<u>2 880 919</u>

6. Immobilisations corporelles

31 décembre 2010	Coût \$	Amortissement cumulé \$	Valeur comptable nette \$
Équipement de laboratoire	13 572 678	9 234 595	4 338 083
Matériel et outillage	113 004	41 669	71 335
Équipement informatique	854 169	676 129	178 040
Mobilier et agencements et équipement téléphonique	560 990	439 431	121 559
Améliorations locatives	5 746 254	4 136 068	1 610 186
Contribution financière gouvernementale non remboursable relative aux immobilisations corporelles	(465 000)	(320 248)	(144 752)
	<u>20 382 095</u>	<u>14 207 644</u>	<u>6 174 451</u>

Notes aux états financiers consolidés

31 décembre 2010 et 2009

6. Immobilisations corporelles... suite

31 décembre 2009	Coût \$	Amortissement cumulé \$	Valeur comptable nette \$
Équipement de laboratoire	13 514 056	8 206 749	5 307 307
Matériel et outillage	113 004	23 835	89 169
Équipement informatique	808 647	607 717	200 930
Mobilier et agencements et équipement téléphonique	503 159	369 166	133 993
Améliorations locatives	5 719 213	3 894 155	1 825 058
Contribution financière gouvernementale non remboursable relative aux immobilisations corporelles	(465 000)	(284 059)	(180 941)
	20 193 079	12 817 563	7 375 516

Ces immobilisations corporelles comprennent des équipements de laboratoire loués en vertu de contrats de location-acquisition ayant un coût de 1 599 039 \$ (1 599 039 \$ en 2009) et une valeur comptable nette de 964 184 \$ (1 205 230 \$ en 2009) ainsi que des équipements informatiques également loués en vertu de contrats de location-acquisition ayant un coût de 37 439 \$ (37 439 \$ en 2009) et une valeur comptable nette de 22 563 \$ (32 232 \$ en 2009).

7. Actifs incorporels

31 décembre 2010	Coût \$	Amortissement cumulé \$	Valeur comptable nette \$
Licences	33 380	22 253	11 127
Liste de clients	38 936	19 467	19 469
Logiciels	916 201	539 612	376 589
	988 517	581 332	407 185
31 décembre 2009	Coût \$	Amortissement cumulé \$	Valeur comptable nette \$
Licences	33 380	15 577	17 803
Liste de clients	38 936	6 489	32 447
Logiciels	789 561	457 666	331 895
	861 877	479 732	382 145

Notes aux états financiers consolidés

31 décembre 2010 et 2009

8. Entente de financement

La Société a les ententes de financement suivantes qui sont renouvelées annuellement :

- i) crédit d'exploitation de 1 250 000 \$ remboursable à demande et portant intérêt au taux préférentiel de la banque plus 2 %;
- ii) prêt bancaire de 2 000 000 \$, échéant en mai 2011, portant intérêt au taux préférentiel de la banque plus 2,25 % et remboursable par versements mensuels de 55 556 \$ plus intérêts; et
- iii) prêt bancaire de 350 000 \$, échéant en juin 2012, portant intérêt au taux préférentiel de la banque plus 2,25 % et remboursable par versements mensuels de 9 722 \$ plus intérêts.

La Société et ses filiales ont donnés en garantie des crédits une hypothèque mobilière de premier rang au montant de 6 000 000 \$ grevant l'universalité des biens meubles corporels et incorporels, présents et futurs.

L'entente de financement requière le respect des clauses restrictives financières suivantes :

- i) Ratio trimestriel de fonds de roulement de 1,25 : 1;
- ii) Ratio trimestriel dette sur valeur corporelle nette de 2 : 1; et
- iii) Ratio annuel de couverture du service de la dette d'au moins 1,25 : 1.

En décembre 2010, la Société a renouvelé son entente de financement qui est demeurée inchangée à l'exception du montant autorisé du crédit d'exploitation. Au 1^{er} décembre 2010, le montant autorisé a été réduit de 2 000 000 \$ à 1 250 000 \$ et au 31 janvier 2011, le montant autorisé a été diminué à 1 000 000 \$.

Au 31 décembre 2010, la Société ne respecte pas les clauses restrictives stipulées dans les ententes de financement relatives au ratio de fonds de roulement et au ratio annuel de couverture du service de la dette. Le prêteur n'a pas émis une lettre de tolérance à cet égard. Conséquemment, la somme totale due à la banque est présentée à titre de passif à court terme au 31 décembre 2010.

Notes aux états financiers consolidés

31 décembre 2010 et 2009

9. Dette à long terme

	2010 \$	2009 \$
Prêt à terme de la Banque de développement du Canada (BDC), échéant en avril 2011, portant intérêt au taux flottant de la BDC plus 2 %, remboursable par versements mensuels de 3 300 \$ plus intérêts et garantie par une entente de garantie générale de premier rang sur tous les équipements, mobiliers et agencements de Warnex services PRO-ADN inc. ayant une valeur comptable nette de 145 862 \$.	13 200	52 800
Prêt bancaire à terme, échéant en mai 2011, portant intérêt au taux préférentiel de la banque plus 2,25 %, remboursable par versements mensuels de 55 556 \$ plus intérêts et garanties tel que décrit à la note 8.	277 778	944 444
Prêt bancaire à terme, échéant en juin 2012, portant intérêt au taux préférentiel de la banque plus 2,25 %, remboursable par versements mensuels de 9 722 \$ plus intérêts et garanties tel que décrit à la note 8. La Société ne respecte pas certaines clauses restrictives stipulées dans les ententes avec le prêteur. Conséquemment, ce prêt bancaire à terme est inclus dans la portion échéant à moins d'un an de la dette à long terme.	175 000	291 667
Obligation en vertu d'un contrat de location-acquisition, échéant en juin 2011, portant intérêt au taux de 6,6 % et remboursable par versements mensuels en capital et intérêts de 17 955 \$. Cette obligation est garantie par de l'équipement spécifique ayant une valeur comptable nette de 338 694 \$.	105 677	306 856
Obligation en vertu d'un contrat de location-acquisition, échéant en novembre 2011, portant intérêt au taux de 8,5 % et remboursable par versements mensuels en capital et intérêts de 25 750 \$. Cette obligation est garantie par de l'équipement spécifique ayant une valeur comptable nette de 625 490 \$.	271 577	544 758
Obligation en vertu d'un contrat de location-acquisition, échéant en avril 2012, portant intérêt au taux de 9,4 % et remboursable par versements mensuels en capital et intérêts de 686 \$. Cette obligation est garantie par de l'équipement spécifique ayant une valeur comptable nette de 12 543 \$.	10 272	17 177
Obligation en vertu d'un contrat de location-acquisition, échéant en juin 2012, portant intérêt au taux de 9,4 % et remboursable par versements mensuels en capital et intérêts de 519 \$. Cette obligation est garantie par de l'équipement spécifique ayant une valeur comptable nette de 10 020 \$.	8 684	13 832
Prêt sans intérêt de Développement Économique Canada d'un montant maximum de 153 000 \$ ou 40 % des dépenses admissibles relatives au développement de marchés d'exportation.	38 250	76 499
	900 438	2 248 033
Portion échéant à moins d'un an	894 716	1 800 372
	5 722	447 661

Notes aux états financiers consolidés

31 décembre 2010 et 2009

9. Dette à long terme... suite

Les versements minimums exigibles en vertu de contrats de location-acquisition sont comme suit :

	Versements \$
2011	405 440
2012	5 859
	411 299
Montant représentant des intérêts	15 089
	396 210
Portion échéant à moins d'un an	390 488
	5 722

Les versements minimums exigibles sur la dette à long terme au cours des deux prochains exercices sont comme suit :

	Versements \$
2011	445 893
2012	58 335
	504 228

Tel que mentionné à la note 8, la Société ne respecte pas les clauses restrictives des ententes bancaires. Conséquemment, toutes les dettes à terme sont présentées à titre de passif à court terme. En conséquence, les versements exigibles révisés au cours du prochain exercice totalisent 504 228 \$.

10. Engagements contractuels

a) Les versements minimums exigibles en vertu de contrats de location-exploitation, excluant certains frais d'exploitation pour lesquels la Société est responsable, sont approximativement comme suit :

	Versements \$
2011	732 777
2012	743 073
2013	789 663
2014	724 771
2015	723 350
Par la suite	1 480 552
	5 194 186

b) Les engagements d'achat de produits de la Société envers des fournisseurs spécifiques sont approximativement comme suit :

Notes aux états financiers consolidés

31 décembre 2010 et 2009

10. Engagements contractuels... suite

	Versements \$
2011	66 944
2012	15 000
2013	15 000
2014	15 000
2015	15 000
	<u>126 944</u>

11. Débentures

	2010 \$	2009 \$
Débeture non convertible et non garantie de 500 000 \$, portant intérêt au taux annuel de 12 %. De plus, dans le cadre de ce financement, des bons de souscription ont également été émis permettant au prêteur d'acheter 2 000 000 d'actions ordinaires de la Société au prix de 0,25 \$ par action jusqu'au 24 octobre 2011. La Société a signé un accord avec le prêteur afin de modifier la date d'échéance du 2 juin 2011 au 2 juillet 2011. Tous les autres termes et conditions demeurent les mêmes.	500 000	500 000
Débentures convertibles non garanties 4 000 000 \$US, portant intérêt au taux annuel de 12 % et convertibles en 15 200 000 actions ordinaires de la Société à la seule discrétion du prêteur. Les taux de conversion des débentures sont de 0,15 \$, 0,20 \$, 0,25 \$, 0,50 \$ et 0,75 \$, pour chaque tranche de 800 000 \$US du montant nominal. De plus, dans le cadre de ce financement, la Société a émis des bons de souscription donnant droit d'acquérir 1 570 983 actions ordinaires de la Société au prix de 0,25 \$ l'action jusqu'au 25 juin 2011. La Société a signé des accords avec les prêteurs afin de modifier les dates d'échéance du 25 juin 2011 au 5 juillet 2011. Tous les autres termes et conditions demeurent les mêmes.	3 852 093	4 070 531
Débeture non convertible et non garantie 333 333 \$US, portant intérêt au taux annuel de 12 %, échéant le 25 juin 2011. De plus, dans le cadre de ce financement, des bons de souscription ont également été émis permettant au prêteur d'acheter 392 746 d'actions ordinaires de la Société au prix de 0,25 \$ par action jusqu'au 25 juin 2009.	331 533	350 333
Débeture convertible non garantie de 1 500 000 \$, portant intérêt au taux annuel de 12 %, échéant le 9 juillet 2011 et convertible en 2 500 000 actions ordinaires de la Société à la seule discrétion du prêteur. Les taux de conversion sont de 0,50 \$ et 0,75 \$ pour chaque tranche de 750 000 \$ du montant nominal.	1 500 000	1 500 000
	<u>6 183 626</u>	<u>6 420 864</u>
Escompte sur les débentures	(62 282)	(175 590)
Portion à court terme des débentures	6 121 344	-
	<u>-</u>	<u>6 245 274</u>

Notes aux états financiers consolidés

31 décembre 2010 et 2009

11. Débentures... suite

Les taux d'intérêt nominal et effectifs sont les suivants :

	Nominal	Effectif
500 000 \$ échéant le 2 juillet 2011	12,0 %	14,0 %
4 000 000 \$US échéant le 5 juillet 2011	12,0 %	14,0 %
333 333 \$US échéant le 25 juin 2011	12,0 %	14,0 %
1 500 000 \$ échéant le 9 juillet 2011	12,0 %	14,0 %

En août et septembre 2009, un détenteur de débenture convertible et non garantie a converti 120 000 \$ en 800 000 actions ordinaires au prix de 0,15 \$ par action.

12. Capital-actions

a) Autorisé

Un nombre illimité des catégories d'actions suivantes :

Actions privilégiées, pouvant être émises par catégorie, sans valeur nominale.

Actions ordinaires, avec droit de vote, sans valeur nominale.

b) Actions ordinaires émises et payées

	2010		2009	
	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$
Solde au début de l'exercice	67 117 191	40 981 049	64 317 191	40 551 049
Émission d'actions	-	-	2 800 000	430 000
Solde à la fin de l'exercice	67 117 191	40 981 049	67 117 191	40 981 049

En juin 2009, la Société a émis 2 000 000 actions ordinaires au prix de 0,155 \$ par action pour l'acquisition de Molecular World Inc., tel que décrit à la note 4.

En août et septembre 2009, la Société a émis 800 000 actions ordinaires au prix de 0,15 \$ par action suite à la conversion d'une débenture, tel que décrit à la note 11.

c) Régime d'options d'achat d'actions

La Société a mis en place un Programme d'intéressement consistant en des options d'achat d'actions. Le Programme stipule que les conditions et le prix des options seront fixés par les administrateurs en respectant les restrictions quant au prix imposé par la Bourse. Les options d'achat d'actions sont octroyées uniquement aux administrateurs, dirigeants, consultants et autres personnels clés de la Société ou de ses filiales et seulement sur la recommandation des administrateurs de la Société.

Le nombre maximum d'actions ordinaires pouvant être émises du Programme d'intéressement ne peut être supérieur à 4 319 273, c'est-à-dire 10 % des actions ordinaires en circulation lorsque le Programme a été modifié.

Les options d'achat d'actions ordinaires octroyées en vertu du Programme d'intéressement ne peuvent avoir une durée de plus de 10 ans et le prix stipulé doit être versé en totalité lors de la levée de l'option. Au cours de 2003, la Société a modifié la durée des options du Programme d'intéressement d'une période de 5 ans à une période de 10 ans pour se conformer aux exigences de la bourse.

Notes aux états financiers consolidés

31 décembre 2010 et 2009

12. Capital-actions... suite

Au 31 décembre 2010, la Société avait des options d'achat en circulation pour 1 852 711 (869 229 en 2009) actions ordinaires à divers prix d'exercice en fonction du Programme d'intéressement d'options d'achat d'actions de la Société et venant à échéance au plus tard en l'an 2020.

Les changements au nombre d'options d'achat d'actions en vigueur se détaillent comme suit :

	2010		2009	
	Nombre	Prix de levée moyen pondéré \$	Nombre	Prix de levée moyen pondéré \$
Solde au début de l'exercice	869 229	0,61	884 898	0,87
Octroyées	1 080 648	0,15	233 331	0,15
Levées	-	-	-	-
Annulées	(97 166)	0,43	(249 000)	1,08
Solde à la fin de l'exercice	1 852 711	0,35	869 229	0,61
Pouvant être exercées à la fin de l'exercice	1 852 711	0,35	869 229	0,61

Les options d'achat d'actions en vigueur se détaillent comme suit :

Prix d'exercice \$	2010			2009		
	Nombre	Durée de vie résiduelle moyenne pondérée (années)	Prix de levée moyen pondéré \$	Nombre	Durée de vie résiduelle moyenne pondérée (années)	Prix de levée moyen pondéré \$
0,15 – 0,19	1 477 311	8,92	0,15	463 329	8,84	0,15
0,84 – 0,95	89 500	3,23	0,87	106 000	4,35	0,87
1,08 – 1,10	95 000	5,00	1,10	95 000	6,06	1,10
1,15	21 000	3,61	1,15	28 000	4,67	1,15
1,27 – 1,35	169 900	3,60	1,33	176 900	4,66	1,33
	1 852 711			869 229		

En 2010, la Société a octroyé 1 080 648 options visant l'achat d'actions ordinaires (233 331 en 2009). La juste valeur moyenne pondérée des options attribuées à la date d'attribution pour cette année totalisait 0,13 \$ par option (0,12 \$ en 2009). La juste valeur de chaque option attribuée a été déterminée au moyen du modèle d'évaluation d'options de Black et Scholes d'après les moyennes pondérées des hypothèses suivantes :

	2010	2009
Taux d'intérêt sans risque	2,84 %	2,66 %
Durée prévue	10 ans	10 ans
Volatilité prévue du cours des actions	86,2 %	76,9 %
Rendement prévu de dividendes	-	-

Notes aux états financiers consolidés

31 décembre 2010 et 2009

12. Capital-actions... suite

d) Bons de souscription

Les bons de souscription en circulation sont comme suit :

Date d'expiration	Prix de levée \$	2010	2009
25 juin 2011	0,25	1 570 983	1 570 983
24 octobre 2011	0,25	2 000 000	2 000 000
Solde à la fin de l'exercice		3 570 983	3 570 983

13. Impôts sur les bénéfices

a) Le rapprochement entre l'impôt payable selon les taux prescrits et la provision pour impôts se détaille comme suit :

	2010 \$	2009 \$
Perte nette	(1 559 483)	(164 248)
Taux d'impôt de base	29,9 %	30,9 %
Impôts recouvrables calculés	(466 285)	(50 753)
Effet sur le taux d'impôt résultant de :		
- Avantages fiscaux potentiels non comptabilisés relatifs aux pertes de la période courante, aux écarts temporels et report ultérieur des pertes	412 443	(1 404)
- Dépenses comptables non déductibles pour fins d'impôts	53 842	52 157
	-	-

b) La Société et ses filiales ont accumulé des pertes fiscales autres qu'en capital aux fins des impôts fédéral et provincial, respectivement d'environ 18 696 000 \$ et 18 754 000 \$. Ces pertes peuvent servir à réduire les revenus imposables futurs dans les délais suivants :

	Fédéral \$	Provincial \$
2014	5 788 000	5 680 000
2015	4 199 000	4 150 000
2023	163 000	163 000
2024	274 000	274 000
2025	73 000	73 000
2026	5 872 000	6 087 000
2027	411 000	411 000
2028	65 000	65 000
2029	207 000	207 000
2030	1 644 000	1 644 000
	18 696 000	18 754 000

Notes aux états financiers consolidés

31 décembre 2010 et 2009

13. Impôts sur les bénéfiques... suite

- c) La Société et ses filiales ont accumulé des crédits d'impôt à l'investissement non utilisés aux fins de l'impôt fédéral d'environ 2 752 000 \$. Ces crédits d'impôt à l'investissement peuvent servir à réduire les revenus imposables futurs dans les délais suivants :

	\$
2020	78 000
2021	172 000
2022	307 000
2023	292 000
2024	419 000
2025	347 000
2026	395 000
2027	135 000
2028	273 000
2029	334 000
	<u>2 752 000</u>

- d) La Société et ses filiales ont accumulé des dépenses de recherche et développement non utilisées aux fins des impôts fédéral et provincial, respectivement d'environ 7 735 500 \$ et 12 097 500 \$. Ces dépenses peuvent servir à réduire les revenus imposables futurs.

- e) La Société et ses filiales ont des allocations du coût en capital fiscales additionnelles qui excèdent l'amortissement comptable d'un montant approximatif de 8 753 000 \$ à être utilisées dans les prochaines années.

- f) Les impacts fiscaux de ces montants qui donnent lieu à des actifs d'impôts futurs sont les suivants :

	2010 \$	2009 \$
Impacts fiscaux totaux	12 499 000	6 757 000
Provision pour moins value	(11 278 000)	(5 536 000)
	<u>1 221 000</u>	<u>1 221 000</u>

Notes aux états financiers consolidés

31 décembre 2010 et 2009

14. Information relative aux états consolidés des résultats

	2010 \$	2009 \$
a) Les éléments suivants font partie du coût des ventes :		
Amortissement d'immobilisations corporelles	1 172 542	1 376 844
Perte sur taux de change	5 795	11 383
b) Les éléments suivants font partie des frais d'exploitation :		
Amortissement d'immobilisations corporelles	217 539	215 190
Amortissement d'actifs incorporels	101 600	79 932
Désactualisation d'intérêts	109 552	95 221
Intérêts et frais bancaires	132 962	101 087
Intérêts sur la dette à long terme	94 297	158 672
Intérêts sur les débetures	764 518	830 493
Perte sur taux de change	65 363	311 989

c) Crédits d'impôts à la recherche et développement

L'état des résultats comprend un montant de 923 735 \$ relatif aux crédits d'impôts à la recherche et au développement. Ce montant comprend 425 735 \$, lequel représente les réclamations des crédits d'impôts à la recherche et au développement cotisés dans l'année courante pour 2008 et 2009 qui excède la provision déjà comptabilisée. L'état des résultats de 2009 comprend un montant net de 87 500 \$ relatif à l'ajustement des crédits d'impôt à la recherche et au développement de l'exercice financier 2008.

15. Information relative aux états consolidés des flux de trésorerie

a) Les flux de trésorerie découlant de l'exploitation comprennent des intérêts versés de 883 556 \$ (887 838 \$ en 2009).

b) La variation nette dans les éléments hors-caisse du fonds de roulement comprend ce qui suit :

	2010 \$	2009 \$
Débiteurs	(167 424)	1 106 758
Travaux en cours	202 853	825 007
Stocks	(178 105)	(55 326)
Crédits d'impôts à l'investissement à recevoir	214 471	(526 222)
Frais payés d'avance	94 866	(82 264)
Créditeurs et frais courus	(54 479)	(1 387 214)
Revenus reportés	509 933	(946 987)
	622 115	(1 066 248)

c) Au cours de l'exercice, des immobilisations corporelles au montant de néant \$ (37 439 \$ en 2009) ont été acquises par le biais de contrats de location-acquisition.

d) En 2009, 2 000 000 actions ordinaires de la Société, d'une valeur de 310 000 \$, ont été émises tel que décrit dans la transaction à la note 4.

Notes aux états financiers consolidés

31 décembre 2010 et 2009

15. Information relative aux états consolidés des flux de trésorerie... suite

e) En 2009, 800 000 actions ordinaires de la Société, d'une valeur de 120 000 \$, ont été émises tel que décrit dans la transaction à la note 11.

16. Informations concernant le capital

En matière de gestion du capital, les objectifs de la Société sont de maintenir des liquidés adéquates pour supporter les activités prévues en terme de services analytiques, bioanalytiques et de laboratoires médicaux. La Société inclut dans sa définition de capital, l'avoir des actionnaires, l'encaisse, les investissements à court terme et la dette à long terme. La Société a couramment des montants à payer aux fournisseurs, à la banque et aux créanciers à long terme.

Les objectifs de la Société quant à la gestion du capital sont également de maintenir une flexibilité financière dans le but de préserver sa capacité de rencontrer ses obligations financières incluant les paiements de la dette à long terme. La Société analyse présentement ses besoins en liquidité et évalue les alternatives concernant la structure des débetures, la recherche de nouveaux investisseurs ou tout autre stratégie de financement.

En gérant son capital, la Société estime ses besoins financiers futurs en préparant un budget et un plan sur plusieurs années révisé et approuvé annuellement par le Conseil d'administration de la Société. Le budget établit les activités approuvées pour l'année à venir et estime les coûts associés à ces activités. Le plan pour les prochaines années donne une estimation des activités futures et des besoins financiers potentiels et est basé sur l'évaluation par la Société de ses services courants et des résultats attendus des activités futures. Une comparaison mensuelle du budget avec les résultats réels est préparée et révisée par la direction de la Société et est présentée de façon trimestrielle au Conseil d'administration.

Historiquement, le plan de financement de la Société s'effectue principalement par l'émission de nouvelles actions ordinaires, par l'émission de bons de souscription d'actions ordinaires qui à l'exercice sont convertis en actions ordinaires, par des placements privés d'institutions diverses et par l'émission de différents instruments d'emprunt. La direction contrôle régulièrement les marchés de capitaux essayant de balancer le moment de l'émission de capitaux additionnels avec la progression de ses différents programmes, les conditions générales du marché, et la disponibilité de capital. Il n'y a aucune assurance que les fonds nécessaires seront disponibles pour la Société lorsqu'elle en aura besoin.

17. Information sectorielle

a) En 2010, les Sociétés opéraient au sein des secteurs suivants :

	Chiffre d'affaires \$	Bénéfice net (perte nette) \$	Amortis- sements \$	Actifs à long terme \$	Actifs totaux \$
Services analytiques	10 468 434	188 666	399 634	1 883 204	3 902 241
Services bioanalytiques	6 355 347	977 263	739 205	3 007 672	4 569 960
Laboratoires médicaux	5 160 983	1 048 841	152 945	2 012 156	2 668 162
Services de gestion	266 026	(3 774 253)	199 897	1 837 299	2 299 780
	<u>22 250 790</u>	<u>(1 559 483)</u>	<u>1 491 681</u>	<u>8 740 331</u>	<u>13 440 143</u>

Notes aux états financiers consolidés

31 décembre 2010 et 2009

17. Information sectorielle... suite

b) En 2009, les Sociétés opéraient au sein des secteurs suivants :

	Chiffre d'affaires \$	Bénéfice net (perte nette) \$	Amortis- sements \$	Actifs à long terme \$	Actifs totaux \$
Services analytiques	11 551 123	1 200 689	468 461	2 175 767	4 421 716
Services bioanalytiques	7 404 942	1 362 992	908 306	3 704 827	5 096 684
Laboratoires médicaux	4 414 684	937 388	95 247	2 019 477	2 739 266
Services de gestion	276 238	(3 665 317)	199 952	2 016 285	3 242 782
	<u>23 646 987</u>	<u>(164 248)</u>	<u>1 671 966</u>	<u>9 916 356</u>	<u>15 500 448</u>

c) Le chiffre d'affaires est réalisé avec des clients situés dans les secteurs géographiques suivants :

	2010 \$	2009 \$
Canada	15 719 334	15 342 904
États-Unis	3 988 350	6 305 938
Reste du monde	2 543 106	1 998 145
	<u>22 250 790</u>	<u>23 646 987</u>

d) Le chiffre d'affaires est réalisé dans les devises suivantes :

	2010 \$	2009 \$
Dollars canadiens	16 074 486	16 267 141
Dollars U.S.	6 172 289	7 379 846
Euros	4 015	-
	<u>22 250 790</u>	<u>23 646 987</u>

18. Opérations entre apparentés

Au cours de l'exercice, la Société a réalisé les transactions suivantes :

- i) La Société a payé 1 000 \$ par mois pour un total de 12 000 \$ (12 000 \$ en 2009) au président du Conseil d'administration de la Société pour des services rendus liés à des mandats spécifiques relatifs aux diverses divisions opérationnelles de la Société.
- ii) La Société a versé des commissions de ventes à une société détenue par un membre du Conseil d'administration de la Société, au montant de 21 223 \$ (néant \$ en 2009).

Ces transactions sont comptabilisées à leur valeur d'échange, ce qui correspond à la considération déterminée et négociée entre les parties apparentées. Selon une politique de la Société, ces transactions doivent être approuvées par les administrateurs indépendants du Conseil d'administration.

Notes aux états financiers consolidés

31 décembre 2010 et 2009

19. Instruments financiers

Risques financiers

La Société est exposée à certains risques financiers dans le cours normal de ses activités, dont les risques de marché découlant des taux d'intérêt et des taux de change, ainsi que les risques liés au crédit et aux liquidités. La nature de ces risques financiers et la stratégie de gestion de ces risques par la Société ont peu changé par rapport à la période antérieure.

Juste valeur

En raison de leur échéance à court terme, la valeur comptable de certains instruments financiers correspond approximativement à leur juste valeur. Parmi ces instruments, on compte les espèces et quasi-espèces, les débiteurs, l'emprunt bancaire et les créditeurs et frais courus.

La juste valeur de la dette à long terme est similaire à sa valeur au marché et correspond à celle que la Société obtiendrait pour des prêts avec des dates d'échéance et des termes semblables. Considérant les dates d'échéance des dettes à long terme au 31 décembre 2010, la juste valeur a été établie à la valeur comptable nette.

Risque de crédit

La Société, dans le cadre normal d'affaires, surveille la santé financière de ses clients et révisé les renseignements de solvabilité de chaque nouveau client. La Société établit une provision pour les créances douteuses qui correspond aux risques de crédit de ses clients spécifiques, aux tendances historiques et aux circonstances économiques. Chaque compte échu est révisé individuellement et une provision est comptabilisée lorsque jugé nécessaire pour déterminer la valeur nette de réalisation des débiteurs. Si la condition financière des clients se détériore et que leur capacité ou leur volonté de payer diminue, des provisions supplémentaires pour mauvaises créances sont comptabilisées. L'exposition maximale de la Société aux risques de crédit correspond à la valeur des débiteurs.

La provision pour créances douteuses de la Société est de 6 354 \$ (45 588 \$ en 2009). Parmi les comptes-clients de la Société, 71 352 \$ datent de plus de 90 jours (506 600 \$ en 2009). De ce montant, néant \$ (211 942 \$ en 2009) sont inclus dans les revenus reportés. Tous les montants non provisionnés sont considérés entièrement recouvrables.

La Société possède un client qui compte pour approximativement 16 % des débiteurs en date du 31 décembre 2010 (deux clients représentant environ 22 % en 2009).

Risque de taux d'intérêt

La Société utilise une marge de crédit et une partie de la dette à long terme portant intérêt à taux variables. Conséquemment, elle encourt un risque de taux d'intérêt en fonction de la fluctuation des taux d'intérêts. Une portion de la dette à long terme de la Société n'est pas sujette aux fluctuations du taux d'intérêt car elle est à taux d'intérêt fixe et conséquemment, minimise l'exposition à ce risque.

Risque de change

La Société réalise certaines ventes et certains achats en devises étrangères. Conséquemment, elle est exposée au risque de change relié aux variations de ces monnaies étrangères. Les actifs et passifs incluent les montants suivants contractés en devises étrangères :

31 décembre 2010	Dollars U.S.	Euros
Encaisse	91 863	-
Débiteurs	860 868	-
Travaux en cours	241 711	-
Créditeurs et frais courus	260 948	3 566
Revenus reportés	654 680	-

Notes aux états financiers consolidés

31 décembre 2010 et 2009

19. Instruments financiers... suite

Risques de liquidité

Les risques de liquidité sont les risques que la Société ne soit pas en mesure de remplir ses obligations financières. La Société gère le risque de liquidité en établissement des prévisions de flux de trésorerie de façon à déterminer les besoins de financement. La Société cherche présentement des investisseurs afin de refinancer les débetures.

Données relatives à l'entreprise

Siège social

Warnex inc.
3885, boul. Industriel
Laval (Québec) Canada
H7L 4S3
Tél. : (450) 663-6724
Télec. : (450) 669-2784
Courriel : info@warnex.ca
www.warnex.ca

Cote à la bourse et symbole du titre

Symbole : WNX
Bourse de Toronto (TSX)

Vérificateurs

Nexia Friedman S.E.N.C.R.L.
Comptables agréés
Montréal, Québec

Agent de transfert

Société de fiducie Computershare du Canada
Montréal, Québec

Conseil d'administration



Richard Laferrière⁽³⁾
Président du Conseil
d'administration,
Warnex inc.;
Président exécutif
du Conseil,
Solutions Extenway inc.



Mark J. Busgang
Président et
chef de la direction,
Warnex inc.



Louis Lacasse⁽¹⁾
Président, Gestion
GeneChem inc.



Dr Jacques Gagné^(2,3)
Consultant



Gilles Gagnon⁽¹⁾
Consultant



Mattie Chinks⁽²⁾
Président,
Avmor Ltée.



Michel Lassonde^(1,3)
Consultant



L'Honorable Baljit S. Chadha⁽²⁾
Président,
Balcorp Ltée



Dr Richard Lacombe⁽¹⁾
Consultant

(1) Comité de vérification

(2) Comité de ressources humaines et de rémunération

(3) Comité de régie d'entreprise

Direction



Mark J. Busgang
Président et
chef de la direction,
Warnex inc.



François Jetté
Chef de la direction
financière,
Warnex inc.



Dr Michael Mancini
Président,
Warnex services
bioanalytiques



Dr Yvan Côté
Vice-président et
directeur général,
Warnex laboratoires
médicaux et
Warnex services
PRO-ADN

MISE EN GARDE CONCERNANT LES DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Certaines déclarations contenues dans ce rapport annuel sont de nature prospective, et sont assujetties à de nombreux risques et incertitudes, connus et inconnus. Pour plus d'information portant sur des risques et incertitudes connus, relatifs aux ressources financières, aux risques de liquidité, aux clients et partenaires importants, aux risques relatifs au crédit, aux devises étrangères, à la réglementation gouvernementale, aux installations de laboratoire, à la volatilité du cours de nos actions, aux employés, aux fournisseurs, et d'autres facteurs importants qui pourraient se traduire par un écart considérable entre les résultats réels et les résultats évoqués, nous vous référons à la rubrique Risques et incertitudes, dans l'Analyse de la direction. En conséquence, les résultats réels pourraient différer de manière importante des résultats anticipés exprimés dans ces déclarations prospectives.

